

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

UN AN SANS PIERRE MONATTE

Le Congrès du Syndicat National  
des Instituteurs

*par Raymond GUILLORE*

Succès de Moscou et  
recul de l'Occident : C'est  
notre faute !

*par Robert LOUZON*

Les responsabilités du syndicalisme  
et la Charte d'Amiens

*par Raymond BARANTON*

*et Roger HAGNAUER*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 8 NF ( 800 fr.)  
Un an . . . . . 15 NF (1.500 fr.)

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 10 NF (1.000 fr.)  
Un an . . . . . 18 NF (1.800 fr.)  
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2°)  
Téléphone : CENTral 17-08

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 463 - Juillet-Août 1961

Un an sans Pierre Monatte .....	LE NOYAU
Présence .....	J. MAITRON
Vue d'ensemble sur le Fonds Monatte ....	C. CHAMBELLAND
Les archives Monatte pour la période 1914-1918 .....	A. KRIEGEL
Les guillemets partout ! .....	G. LAMIZET
Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs .....	R. GUILLORE
Le Syndicalisme doit se préparer aux responsabilités .....	R. BARANTON
L'actualité de la Charte d'Amiens .....	R. HAGNAUER
Notes d'Economie et de Politique : Succès de Moscou et recul de l'Occident : C'est notre faute ! — Est-ce pour cette année ? — L'évacuation est commencée ..	R. LOUZON
Sur la mort de Trujillo .....	G. LEVAL
Remous au M.N.A.	
La guerre des tracteurs .....	R. G.
Le point de vue d'un propriétaire terrien ..	J. L.
Parmi nos lettres : Notre « anticommunisme » (Van Reussel). — Hommage à Louzon (« Témoins ») — Pas de trêve en Algérie (Un abonné).	
César épouse son temps et joue le grand jeu.	
L'enlèvement de Heinz Brandt.	
L'esprit d'autrefois disparaît du kibboutz.	
Un militant des temps héroïques : Le Doré, Constant-Eugène.	
Louis Dumas .....	R. H.

## ENTRE NOUS...

Ce numéro de la « R.P. » rejoindra ceux qui sont déjà en vacances — dérangera ceux qui bouclent leur valise. Nous nous excusons de troubler ainsi la détente annuelle si nécessaire et dont nous espérons profiter à notre tour pendant le mois d'interruption de notre parution.

Hélas ! la malignité du destin nous oblige à une vigilance renforcée au moment même des congés payés. Faut-il rappeler qu'il y a quarante-sept ans, Monatte eut quelque peine à quitter son village, où il se reposait, pour rejoindre un Paris déjà vidé par la mobilisation générale — que si Munich en 1938 a permis une rentrée normale, le pacte Hitler-Staline en 1939 nous surprit en cours d'escapades estivales...

L'actualité est lourde d'orages possibles et probables en ce mois de juillet 1961. Ce numéro n'est pas fait pour rassurer ses lecteurs. On y annonce même le pire. On le prévoit, ce qui est peut-être le meilleur moyen non de s'y résigner mais de l'éviter. Il n'est pas de son plus déchirant, plus irritant que celui de la sirène avertissant du danger. Mais ce n'est pas la sirène qui provoque le danger. Et si on ne l'entendait pas, les risques seraient beaucoup plus lourds.

Cependant, par un hasard heureux, ce numéro est consacré autant aux valeurs permanentes qu'aux accidents et risques actuels. La présence de Monatte — dont le corps n'est plus que cendres depuis un an — symbolise la continuité de la « R.P. ». Et aussi le prolongement, qu'elle représente, du syndicalisme de 1906. On trouvera ici une discussion

sur l'actualité de la Charte d'Amiens, qui n'est évidemment pas close.

L'enseignement le plus profitable des époques « cruciales », c'est que s'il est dangereux de rêver au passé sans sentir le présent, il l'est encore davantage de liquider l'essentiel pour se consacrer à l'accidentel. Car il faut bien répéter aux jeunes que le mépris du passé risque de faire culbuter un esprit allégé dans les surprises de l'avenir. C'est parce que l'on avait oublié 1906 en 1914, 1936 en 1940, 1939 en 1945... que l'on n'a pas prévu dans la fièvre ou l'écroulement du jour... les lendemains qui chantent ou... déchantent !

La « R.P. » n'est ni une revue pour maniaques de bibliothèques, ni un magazine illustré pour agités du moment. Elle veut avertir, évoquer, prévenir...

Lisez ce numéro, amis en vacances. Lisez-le surtout lorsque le journal ou la radio auront alourdi votre sac de montagnard ou paralysé votre brasse nautique... Ce ne sera pour vous ni un excitant, ni un tranquillisant. Quelque chose qui incite à la méditation, à la résolution. Et puisque les vacances sont heureusement le temps de la prodigalité et du gaspillage, puisque l'on veut dépenser en trois semaines ce que l'on a péniblement économisé pendant onze mois, réservez-nous une petite part (oh ! très petite) de votre temps et de votre budget.

De là où vous êtes, adressez votre cadeau de vacances à la « R.P. ». Là où vous êtes, songez à l'abonné possible. Il faut que la « R.P. » dure avec la présence de Monatte. Il faut que les valeurs permanentes traversent toutes les crises sans s'altérer ou se corrompre.



# UN AN SANS PIERRE MONATTE

Il y a un an qu'au colombarium du Père-Lachaise, courbés sous un lourd silence, nous attendions que soit réduit en cendres le corps du fondateur de la « R.P. ». Des militants présents ont regretté qu'aucun d'entre nous n'ait parlé pour évoquer une vie entièrement vouée à la classe ouvrière et au syndicalisme révolutionnaire. C'est peut-être tout simplement parce que les effusions sentimentales n'étaient guère dans la manière et les habitudes de celui qui nous quittait et qu'aucun de nous n'avait jamais ressenti autant qu'en ce jour le sentiment tragique de l'irremplaçable et de l'irréparable. Aussi parce qu'il y avait trop à dire et qu'on ne peut résumer en quelques phrases une œuvre qui semble tellement quotidienne dans l'exceptionnel, que l'originalité, le courage et l'héroïsme n'y attirent pas particulièrement l'attention.

Si les militants réunis au colombarium évoquaient les soixante années de participation de Monatte au mouvement ouvrier et révolutionnaire, nous autres, ses compagnons de l'entre deux guerres et de l'après dernière guerre, nous songions surtout avec quelque angoisse à l'avenir sans lui.

Serions-nous capables de continuer la « R.P. » sans lui, sans ses conseils, ses suggestions, ses critiques ? Car si ces dernières années on voyait moins souvent sa signature, si nos lecteurs regrettaient l'absence de son Carnet du Sauvage, jamais il n'a cessé de s'intéresser à la « R.P. »

C'est ainsi qu'à chaque visite de Charbit Monatte consultait ses notes et indiquait à notre « cuisinier » les sujets à traiter et l'importance à leur accorder. Non seulement il suivait de très près la « cuisine » de chaque numéro, non seulement il se préoccupait du recrutement des abonnés, de la nécessité de toucher les jeunes, des moyens pratiques d'assurer l'aisance financière de notre œuvre — mais encore il correspondait directement avec de nombreux militants pour leur demander l'article ou la monographie sur un sujet d'actualité.

La « R.P. » telle que nous la composons depuis un an est-elle encore digne de son enseignement ? Sans doute avons-nous maintenu notre tribune libre, où les opinions divergentes et contradictoires s'expriment et s'opposent librement. Il nous manque la note juste de conclusion qu'il savait donner, après avoir écouté tous ses compagnons — et que personne ne pourrait donner comme lui.

Il nous aurait encore reproché nos contacts insuffisants avec le mouvement syndical. Il voulait que la « R.P. » reprît la saine tradition de « La Vie Ouvrière » d'avant 1914 — qu'elle soit une revue faite par des militants pour des militants. Qui anime une organisation, mène une action, doit être capable d'en parler lui-même. Il manque toujours à l'observateur, si honnête, si sympathique soit-il, ce frémissement vivant, humain qu'accompagne la relation de ce que l'on a voulu, de ce que l'on a fait, de ce que l'on a subi. Même pour les congrès ouvriers, Monatte préférait toujours « les impressions » au compte rendu. Car il y a une atmosphère que seule la présence et même l'activité personnelle permettent de saisir.

Ce numéro et le précédent prouvent que nous nous efforçons de lui obéir sur ce point. Mais avons-nous toujours tenté de réaliser ce qu'il souhaitait ?

\*\*

L'héritage de Monatte c'est surtout sa correspondance. Celle qu'il envoyait, celle qu'il recevait. En ce numéro, nous publions les premiers résultats du dépouillement de ses archives.

Notre ami Maitron est particulièrement qualifié pour orienter une telle œuvre, parce qu'il fut un fidèle pèlerin de Vanves, parce qu'il aimait Monatte. Mais aussi parce qu'historien du mouvement ouvrier, il est capable d'apprécier cet éclairage de l'Histoire, où le rayonnement des valeurs essentielles passe sur la grisaille des jours.

Ce bilan d'une année sans Monatte porte quelques regrets en marge d'un tragique appauvrissement. Monatte aurait tenté d'empêcher la dissolution du Cercle Zimmerwald qu'il avait contribué à fonder, et dont le titre seul symbolisait la plus haute période de sa vie et son constant espoir. Il est difficile de reprocher à des hommes qui ont déjà tant donné, de ne pas poursuivre une tâche dont les résultats ne correspondent pas à leurs efforts. Mais ces rencontres de militants, ces examens contradictoires de toutes les grandes questions internationales, s'ils demeuraient sans conclusions, servaient encore à l'éducation des anciens qui oublient trop facilement et des jeunes qui n'apprennent pas toujours facilement.

Faut-il exprimer franchement un autre regret ? Dans la réunion que le Cercle, la « R.P. », l'Union des Syndicalistes ont consacrée à Monatte, on évoqua beaucoup plus un passé ancien que celui plus récent. Celui dont on a entendu parler, plus que celui auquel nous avons été associés et qui se prolonge dans le présent.

Le Monatte d'Amiens 1906, le Monatte du Congrès Anarchiste de 1907, le Monatte de l'opposition de guerre, le Monatte de 1919, sont de belles étapes de la vie de notre vieux camarade.

Mais le Monatte de 1925 à 1939, celui des dures batailles contre le stalinisme et la collaboration des classes et pour l'unité syndicale ; le Monatte qui n'a pas bougé d'un pouce sous les lourdes contraintes de la dernière guerre et de l'occupation ; le « chef sans galon », bataillant jusqu'au bout contre l'imposture stalinienne et la corruption bureaucratique ; le Monatte de la « Révolution prolétarienne », devait revivre au cours de cette réunion.

Mais nous faisons confiance à Maitron et à Chambelland, ainsi qu'à leurs collaborateurs, pour faire revivre le Monatte des dernières années comme ils ont commencé à le faire pour le Monatte de 14-18.

L'œuvre de Monatte survit dans cette « R.P. », foyer qu'entretiennent ses rédacteurs, ses abonnés, ses lecteurs, ses souscripteurs. Elle ne veut pas être une dernière étincelle, mais, au contraire, fille du robuste optimisme de Pierre Monatte, elle veut être une expression vivante du présent et de l'avenir du mouvement ouvrier international.

LE NOYAU.

# PRÉSENCE

Je viens de passer plusieurs jours en compagnie de Pierre Monatte, notre camarade, disparu voici une année.

D'abord en tenant ses archives — déposées à l'Institut français d'Histoire sociale — à la disposition de deux professeurs, une Française et un Américain, qui préparent une thèse sur l'histoire du mouvement ouvrier et m'ont plus d'une fois fait part de leur étonnement et de leur joie devant les richesses que ces archives leur offraient. Ensuite en feuilletant moi-même les textes imprimés que nous a laissés notre camarade.

J'ai déjà dit ce que Pierre Monatte représentait pour moi. Aujourd'hui plus qu'hier je suis assuré, le célébrant, de ne pas céder à un entraînement sentimental mais de lui rendre simplement justice. Pierre Monatte fut un militant, un révolutionnaire, un homme d'une trempe exceptionnelle qui, à chaque étape essentielle de son existence, de sa longue existence, montra, par ses actes et ses écrits, qu'il savait, dominant l'événement ou la crise, rompre d'une part avec ce qui entrave ou trahit l'évolution, en un mot dire non, et en même temps, avec un optimisme qui ne s'est jamais démenti, impulser les forces neuves et jeunes de la société, en un mot dire oui aux hommes, à l'histoire, à la vie.

J'en donnerai trois exemples.

\*\*

Quand, en 1907, à Amsterdam, le jeune militant de 25 ans qu'est alors Pierre Monatte condamne l'anarchisme sclérosé qui s'est « réfugié superbement dans la tour d'ivoire de la spéculation philosophique » et stigmatise, avec une égale vigueur, le révolutionnarisme « verbal, ou pis encore, électoral et parlementaire » d'un Guesde ou celui « ministériel et gouvernemental » d'un Jaurès, il ne se contente pas d'un refus. Il lance un appel, proclame que le syndicalisme révolutionnaire est l'héritier du « socialisme et de l'anarchisme qui l'ont précédé dans la carrière » et que le syndicat « ne peut et ne doit être ni anarchiste, ni guesdiste, ni allemaniste, ni blanquiste, mais simplement ouvrier », qu'il doit être « une école de volonté, d'énergie, de pensée féconde », le grand rassembleur des forces ouvrières en lutte pour leur émancipation, l'instrument de la transformation sociale. Et l'histoire lui a donné raison qui admet de plus en plus largement, qu'avant 1914, le parti socialiste en France, le parti du travail, c'est la C.G.T. qu'animent les syndicalistes révolutionnaires.

\*\*

Seconde grande crise du mouvement ouvrier français vécue par Monatte : l'épreuve de la guerre. Alors que la plupart des militants se taisent ou déraillent, Monatte dit non dès décembre 1914 en démissionnant avec éclat du Comité confédéral d'une C.G.T. qui « s'est déshonorée » en refusant sa sympathie « aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres ». Mais Monatte n'est pas seulement l'homme du refus, il est aussi le militant qui sait aller à contre-courant et préparer des lendemains d'espoir. Comme l'a écrit Raymond Lefebvre dans *L'Eponge de vinaigre*, il sut, avec Rosmer, le poète Martinet, Trotsky, Guilbeaux, Merrheim et quelques autres « être à la fois parmi les derniers Européens de la belle Europe intelligente que le monde venait de perdre à jamais, et les premiers hommes

d'une Internationale future » dont ils gardaient la certitude. Oui, à cette Internationale de justice, de liberté et de fraternité, Pierre Mo-

natte, aux pires moments, n'a jamais cessé de croire. Pour s'en convaincre, il suffit de relire ces *Réflexions sur l'avenir syndical* écrites « à la lueur d'une bougie, dans les cagnas des premières lignes », en 1917. Qu'en pleine tourmente, à la pointe des combats — trois de ces réflexions ont été perdues « un jour de bousculade et de danger » — Monatte ait pu écrire ces lignes pour convier au rassemblement vieux et jeunes désireux de remonter la pente, est la preuve de sa permanente foi dans l'homme. On ne peut que déplorer qu'elles ne soient pas rééditées, distribuées, commentées par tous ceux qui se préoccupent de formation ouvrière. Elles incitent en premier lieu à faire effort pour « voir clair en soi et autour de soi » ; en second lieu à « aider les autres à voir à leur tour » ; enfin à agir « sur soi et sur le monde » tant il est vrai qu'il est souvent plus difficile de savoir ce qu'il faut faire que de l'accomplir. Mais Monatte n'est pas seulement un donneur de conseils, fussent-ils les meilleurs. Il cherche avant tout à convaincre par l'exemple. Libéré des servitudes de la guerre, il poursuit en l'amplifiant l'œuvre entreprise dans les tranchées et lie la cause des travailleurs de son pays à celle des travailleurs russes qui, entraînés par l'équipe de Lénine, ont su profiter de la crise engendrée par la guerre pour accomplir leur révolution sociale. Qu'on relise à cet égard le discours prononcé par Monatte à Lyon le 17 septembre 1919, au XIV<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T. Et tout particulièrement la conclusion : « Quel est, à notre sens, le grand devoir de l'heure présente ? Ce grand devoir, il est unique : c'est le salut, le développement, la réussite de la Révolution mondiale qui a commencé, qui embrase aujourd'hui un grand pays et qui demain doit embraser toute l'Europe... « Il n'y a, à l'heure actuelle, dans le monde, en Angleterre comme en France, qu'une seule grande question ouvrière qui domine toutes les autres : la Révolution russe ! ».

\*\*

Troisième exemple. Dans le courant de 1924, à la suite de la mort de Lénine, surgit la grande crise qui secoua le parti russe et l'Internationale communiste et, dit Monatte, « entre l'opposition groupée autour de Trotsky et la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline, une lutte féroce s'engagea ». Et Monatte fut exclu qui se refusa alors à certaines méthodes et mœurs nouvelles « qui s'installaient dans l'Internationale sous le nom de bolchevisation ». En réalité, a-t-il écrit dans *Socialisme et Liberté*, « il s'agissait de bien autre chose que de Trotsky », « nous nous trouvions devant un cours nouveau de l'Internationale qui allait mener tout droit et rapidement à la servitude des partis et des membres du parti, ensuite à l'assassinat de toute la génération des militants d'Octobre, enfin à la contre-révolution russe avec Staline... Après tout, Nikita Khrouchtchev a prononcé un réquisitoire du même genre dans son fameux rapport secret dont chacun reconnaît aujourd'hui l'authenticité mais qui demeure toujours ignoré de la plupart des membres des partis communistes

Certes Pierre Monatte a, depuis cette rupture avec la révolution russe — il aurait dit la contre-révolution russe — manifesté une oppo-

sition irréductible à l'égard des dirigeants communistes français et étrangers dans la mesure où ils ne dénonçaient pas publiquement le stalinisme et je me souviens qu'il refusa d'entrer en relations avec André Marty récemment exclu qui lui avait fait demander un entretien. Mais Monatte ne critiqua jamais ceux dont je suis — et les camarades de la « R.P. » le savent bien — qui se sont toujours refusés à faire du P.C. un ghetto communiste et entendent maintenir le dialogue avec les membres du parti. Bref, même au cours de cette crise, plus terrible qu'aucune autre et qui, après trente-cinq années, demeura pour lui sans issue, Monatte, tout en maintenant très ferme son opposition personnelle, ne déconseilla pas à d'autres une attitude différente et surtout conserva intacte sa confiance dans les destinées des travailleurs et c'est cette confiance qu'il exprima, parlant au nom de Brupbacher et de lui-même, dans un de ses derniers écrits : « Nous avons appartenu, lui et moi, à une génération qui ne savait pas ce que seraient les guerres du XX<sup>e</sup> siècle et qui a été obligée de piétiner dans des fleuves de sang. Nous avons vu la vie humaine n'avoir plus aucun prix. Nous ne savions pas non plus pratiquement ce que seraient les révolutions sociales auxquelles nous rêvions de consacrer notre vie. Nous les imaginions beaucoup plus faciles ; sans nous en rendre compte, un peu trop à la façon des révolutions politiques de 1830 et de 1848. Un coup d'épaule et le vieux monde s'écroulait ; quelques efforts et le nouveau s'édifiait. Nous ne pensions pas aux échecs et aux faillites qui nous attendaient. Nous avons fait ce que nous avons pu, c'est-à-dire très peu.

## Vue d'ensemble sur le fonds Monatte

Si intimement mêlé à l'action qu'il ait été, Pierre Monatte avait toujours gardé le goût et le souci de conserver les traces de son action, de constituer des dossiers sur les problèmes qui le préoccupaient. Sa bibliothèque, ses archives, qui sont restées à l'abri des destructions ou des perquisitions, constituent un fonds de toute première importance pour qui voudra étudier le syndicalisme depuis cinquante ans.

La bibliothèque elle-même est considérable. Son inventaire est à peu près achevé par les soins de Mmes Gaillemain et Fauvel-Rouif. On y trouve les ouvrages sociaux les plus utiles parus depuis le début du siècle, les brochures si rares et si dispersées éditées par les groupes révolutionnaires, les comptes rendus des congrès, les collections de journaux.

Pierre Monatte gardait soigneusement la correspondance qu'il recevait. Nombreux sont les cartons qui la contiennent, depuis la période de la *Vie Ouvrière* de 1909 jusqu'aux années les plus récentes. Si l'inventaire détaillé n'est pas encore fait on peut juger de l'intérêt qu'il y a à trouver rassemblées là de nombreuses lettres de Merrheim, Rosmer, Griffuelhes, Dumoulin, James Guillaume, Marcel Martinet, de bien d'autres encore.

Souvent Monatte tenait à garder le double d'une de ses réponses, jugée importante. Il avait pris l'habitude de recopier certaines de ses lettres sur des cahiers. De même, les dernières années de sa vie surtout, il notait, au jour le jour, ses réflexions sur les événements ou sur tel épisode de la vie syndicale passée, les conversations des nombreux visiteurs qu'il recevait à Vanves.

Enfin, toute sa vie, Pierre Monatte a constitué des dossiers sur les sujets qui lui tenaient le plus à

Nous nous sommes trouvés souvent, souvent seuls. C'est donc que les autres en faisaient encore moins que nous. Brupbacher a fini par désespérer de tout, des idées, des hommes et du mouvement. Je n'arrive pas à désespérer. Nous sommes retombés au fond du ravin pour la deuxième, pour la troisième fois. On remontera la pente comme on pourra, mais on la remontera. »

\*\*\*

Méditant en ce premier anniversaire de sa disparition l'exemple que nous a laissé Pierre Monatte, je dirai que notre camarade me paraît avoir été avant tout l'homme des refus et l'homme de l'espoir. Refus de tout abandon dans l'essentiel du combat qu'il avait choisi de mener à vingt ans et qu'il a poursuivi jusqu'à sa mort. Espoir dans l'homme, dans le peuple travailleur, inaltérable optimisme qui se justifie d'ailleurs pleinement si l'on veut bien examiner les problèmes à l'échelle de l'histoire de l'humanité et non à celle de notre pauvre existence.

Quoi qu'il en soit, Pierre Monatte demeure parmi nous, non seulement par le souvenir qu'il a laissé dans nos consciences mais par la présence concrète que constituent sa bibliothèque et ses archives remises par Léo Monatte à l'Institut selon la volonté exprimée par son mari. Maurice Chambelland et moi-même y veillerons aussi longtemps qu'un inventaire complet n'aura pas été réalisé. Voici pour aujourd'hui un aperçu d'ensemble par Colette Chambelland et une étude détaillée des archives 1914-1918 par Mme Kriegel.

Jean MAITRON.

cœur. Il y groupait lettres reçues, doubles de lettres envoyées, documents divers comme tracts, coupures de presse... C'est ainsi que l'on peut, par exemple, trouver les dossiers où il préparait les numéros de la *Vie Ouvrière*, des dossiers sur les mouvements de grève les plus importants, des documents sur la crise du parti communiste de 1924, sur la fondation de la *Révolution Proletarienne*, sur le *Cri du Peuple*...

On comprend qu'étant donnée l'importance des documents, l'inventaire ne puisse se faire en un jour, compte tenu des moyens matériels limités dont dispose l'Institut français d'Histoire sociale. C'est là un fonds qu'il importe d'inventorier de façon précise, étant donné l'apport exceptionnel qu'il constitue pour l'histoire sociale, étant donné aussi qu'à travers lui c'est Pierre Monatte que nous retrouvons un peu.

Colette CHAMBELLAND.

## Les Archives Monatte pour la période 1914-1918

Il eût été étonnant, pour qui a appris à connaître Monatte à travers ses écrits et ceux de ses contemporains, que les archives du premier directeur de la *Vie Ouvrière* fussent décevantes : le goût qu'avait l'homme pour la réflexion sur son expérience passée, le sérieux du journaliste quant il rassemblait la documentation nécessaire à la rédaction de ses articles, l'ardeur qui mettait le militant à défendre ses idées et ses amis, enfin le hasard qui avait épargné à Monatte les perquisitions dévoreuses de papiers — ceux qui lui avaient été confisqués lors de son arrestation au printemps 1920 lui avaient été rendus, une fois le procès terminé — l'historien

pouvait compter à bon droit que la moisson serait fructueuse.

Effectivement, un rapide inventaire des « papiers Monatte » intéressant la période de la première guerre mondiale le confirme. Pas de révélations certes : les militants qui constituèrent à cette époque la « minorité » socialiste, syndicaliste et anarchiste du mouvement ouvrier français ont déjà beaucoup témoigné. Au premier rang d'entre eux, Rosmer, qui visiblement n'ignora rien des documents que pouvait posséder son ami pour écrire son grand ouvrage, « Le mouvement ouvrier pendant la guerre ».

Mais, si l'historien n'a pas, du moins pour cette période là et sous réserve d'un inventaire plus minutieux, à espérer des « découvertes », il peut, par contre, s'attendre à un ensemble remarquable de pièces qui, à la fois, éclairent la question générale du courant minoritaire — sa genèse, sa composition, ses objectifs, ses difficultés et son destin — et fournissent quelques détails significatifs.

Signalons d'abord que, sur chaque événement saillant de la vie ouvrière — congrès, conférence, grève — Monatte avait l'habitude de constituer un dossier fait de coupures de presse (de la presse ouvrière surtout : en l'occurrence la *Bataille syndicaliste*, *l'Humanité*, le *Journal du Peuple*, plus tard *Le Populaire*, *Ce qu'il faut dire* à qui succéda la *Plèbe*, etc.). De tels dossiers sont précieux à qui veut rapidement établir quelle était sur une question donnée l'opinion ouvrière.

Signalons ensuite que Monatte avait soin, comme tout militant attentif à l'évolution des choses dans son secteur de travail, de rassembler tous les écrits publiés par quelque organisation ouvrière que ce fut : pas seulement des ouvrages et des brochures qu'il est toujours aisé de se procurer dans les grands dépôts publics, mais les tracts, feuilles volantes, circulaires intérieures, documents clandestins (c'est-à-dire soustraits à la censure obligatoire en cette période) qu'il n'est pas toujours facile de retrouver et qui sont cependant riches de substance.

Mais l'essentiel des archives Monatte est surtout constitué par des lettres. Car Monatte, mobilisé, entretenait une vaste correspondance : avec sa famille, avec ses camarades de régiment lorsqu'il les quittait à l'occasion d'une permission ou d'un changement de corps, et surtout avec ses amis du « noyau » de la V.O. Correspondance qu'il faut classer, dater et analyser : les lettres quotidiennes qu'il recevait de sa femme confirment que l'homme était bon et attentif ; mais cela relève du domaine privé. Par contre, les lettres qu'il recevait de ses camarades de régiment intéressent déjà l'historien, car elles montrent quelle emprise et quelle popularité la simplicité de sa vie et de ses goûts avaient assurées à Monatte parmi ses collègues en infortune militaire : la plupart de ses correspondants sont des paysans qui relatent leur désespoir, quand, retournés au pays pour une permission agricole, ils voient les champs souffrir de ce que les hommes ont quitté la terre pour les tranchées.

Mais naturellement, ce qui retient surtout l'attention, c'est l'important lot de lettres que Monatte recevait de ses amis et qu'il a conservées. Dans ce lot, deux parts : l'une, constituée par des correspondants occasionnels, français ou étrangers, tels Brupbacher ou Toller ; l'autre, constituée par des correspondants réguliers : en effet, séparés par les hasards de leur situation militaire, Monatte, Rosmer, Dumoulin, Merrheim, Martinet, Marie Guillot prirent l'habitude de s'écrire de longues missives qu'ils se retransmettaient, corsées de documents autorisés ou non. Les lettres qu'écrivait Monatte, bien sûr, nous ne les avons pas ici : d'ailleurs, celles du moins qu'il envoyait à Dumoulin sont définitivement perdues, puisque Dumoulin, le 22.3.1916, déplorait qu'elles aient disparu dans un bombardement où sa cagna avait sauté. Les lettres qu'écri-

vait Rosmer, nous ne les avons pas non plus : il se peut que Monatte, de son vivant, les ait rendues à leur auteur. Mais nous avons celles, très nombreuses et abondantes, de Dumoulin ; celles, plus rares et plus courtes, de Merrheim ; celles, assez nombreuses, de Martinet ; celles, les plus régulières, les plus précises, encore qu'écrites en style télégraphique, de Marie Guillot. Chacun de ces correspondants apportait à Monatte, outre une information et un échange d'idées sur les matières communes à tous les amis de la V.O., une ouverture spécifique sur les milieux où il évoluait : Dumoulin et Merrheim sur les milieux syndicaux et plus précisément confédéraux ; Martinet, sur le milieu d'écrivains et d'artistes plus ou moins attirés avant guerre dans la sphère des idées anarchistes : c'est par lui que Monatte était tenu informé du courant rollandiste et plus largement, par l'intermédiaire de Guilbeaux, des initiatives prises en Suisse ; Marie Guillot, quant à elle, se faisait l'écho de ce dont étaient agités les milieux d'instituteurs et les milieux féministes.

Après le dépouillement de cette correspondance, deux périodes du mouvement minoritaire pendant la guerre seront tout particulièrement mieux connues : d'abord celle de sa formation, durant l'année 1915 ; ensuite, celle de sa désagrégation, durant l'année 1918.

On peut suivre, en effet, surtout à travers les lettres de Dumoulin, la manière dont est venue à s'exprimer publiquement l'hostilité à la politique d'Union Sacrée et à se nouer le courant syndicaliste et socialiste d'opposition pacifiste : les premières inquiétudes suscitées par les démarches de Jouhaux dans l'été 1914 — une lettre de Merrheim, du 29.9.14, relate en détail l'entrevue fortuite et la discussion orageuse qui, au siège de la *Bataille syndicaliste*, l'opposa à Jouhaux et Griffuelhes à la veille de leur départ pour Bordeaux ; les premiers gestes de résistance à l'orientation confédérale dans l'automne 1914 — tout un dossier montre l'accueil mitigé réservé à la circulaire par laquelle Monatte annonce sa démission du Comité Confédéral ; les premières manœuvres — celles qui entourent l'équivoque Conférence de Londres en février 1915, Monatte ayant conseillé et Dumoulin déconseillé à Merrheim de s'y rendre — et surtout la mise au point au printemps 1915 d'un programme d'action : d'abord Monatte, alors soldat comme Dumoulin, évoque en termes voilés la possibilité d'un geste de rébellion : « Je ne suis pas partisan d'un refus individuel en présence de la perspective de l'épaulage du flingue », lui répond Dumoulin le 27.5.15. C'est aussi l'avis de Rosmer : « Quand je lui [à Rosmer] ai parlé de nos cas de conscience, il m'a opposé tout de suite son veto. »

Et c'est l'avis de Merrheim : « J'ai reçu une lettre de D. [Dumoulin] qui me dépeint ton état d'esprit et qui m'a effrayé. Pas de blagues car ton sacrifice serait totalement inutile. C'est le poteau sans jugement ou presque, et L. (1), l'avocat que tu connais, me disait lundi que sur le front ces exécutions sommaires étaient tellement la règle qu'il allait faire une démarche auprès de Poincaré pour protester. » (Lettre de Merrheim à Monatte du 2.6.15.) Mais Dumoulin fait une autre proposition : considérant que « nous crevons d'éparpillement. Les quelques-uns que nous sommes restés avons été jetés aux quatre coins du pays », il suggère « de parler au grand public par une déclaration diffusée largement par circulaire, avec des signatures de soldats et de non-soldats » (Lettre de Dumoulin à Monatte du 7.6.15.) Là encore, Rosmer objecte : « Il m'a dit de rester tranquille, que ça ne servirait à rien » (id.). Alors, les amis en viennent à concevoir une déclaration de civils : à l'occasion d'une permis-

(1) Pierre Laval, certainement (N.d.l.R.).

sion, Dumoulin rencontre à Paris Merrheim et bâtit avec lui une résolution où ils expriment leur point de vue sur la guerre. C'est cette résolution que Merrheim soumet à Bourderon pour accord et c'est cette résolution qui, devenue « résolution minoritaire » à la Conférence nationale syndicale du 15 août, servira de « thème français à la Conférence internationale de Z [immerwald] » (Lettre de Dumoulin à Monatte du 11.8.15). Voici le calendrier dressé par Dumoulin pour l'édification de Monatte (lettre du 7.8.15) sur ces tractations :

— 2 août 15 : première discussion Merrheim-Martinet — un camarade russe (2) et Dumoulin. Les quatre décident pour le 5 août une réunion à la V.O. des précédents avec Bourderon, Delpech et Brisson.

— 5 août 15 : Bourderon n'est pas venu. « Longuement, nous avons examiné la question de la délégation B [ourderon] et M [errheim] en Suisse. L'absence de B. est regrettable car c'est lui qu'il s'agit d'amener à une résolution forte. »

— 7 août 15 : rédaction par Merrheim et Dumoulin d'une résolution de minorité à déposer devant la Conférence nationale.

— 8 août 15 : « Nous irons prendre le café chez le tonnelier. »

Quant à la désagrégation du courant minoritaire, exprimée par la défection de Merrheim et de Dumoulin — cette « énigme » dont parlait encore Rapoport en 1920 — la correspondance en éclaire le processus. Telle cette lettre, remarquablement lucide, de Marie Guillot à Monatte, du 24 janvier 1918 : « Nos amis sont très fâchés contre Merrheim. Ils l'accusent de lâcher sa place de chef du parti de la paix. La motion de Clermont ne me satisfait pas... Il y a une haine personnelle de Merrh. à Lénine et peut-être à Trot[skil]. L'extrême-gauche de Z. [immerwald] a été dure pour les centre-droits (dont M.). J'ai eu un tract en main. C'est eux qui ont triomphé à K[ienthal]. Ça doit influencer sur sa manière d'être. De plus, il est extrêmement modéré, timoré même pour tout ce qui n'est pas « faits économiques ». D'être resté sur sa position d'avant-guerre l'a mis en avant dans la grande tourmente. Quand on va voir se développer une tendance plus extrémiste, il sera centre-droit, ce qui est dans son tempérament. Il a un tempérament réfléchi de bon ouvrier de l'organisation ouvrière, il n'a pas un tempérament de révolutionnaire. »

Annie KRIEGEL.

(2) Il s'agit sans doute, de Dridzo-Lozovski (N. d.l.R.).

## « Les guillemets partout » !

Dans le numéro de juin de la R.P. on s'applique à mettre les points sur les i, et des guillemets à « soviétique ». Du temps que les « communistes » (je n'oublie pas les guillemets) criaient : « Les soviets partout ! » ce n'était sans doute pas inutile. Aujourd'hui, je n'éprouve aucune gêne à appeler le camp soviétique, comme tout le monde : le camp soviétique. Peu importe le nom, pourvu qu'on ne se trompe pas sur la chose. Quelques noms ont été volés, mais c'est une vieille histoire, presque tous les voleurs sont morts, la plupart de mort violente, et il y a prescription. Après tout, les noms de « communisme » ou de « socialisme » ne désignent pas si mal l'oppression de l'individu par la société ou l'Etat. Le socialisme tel qu'il s'est réalisé au pays de Lénine, de Staline et de Khrouchtchev n'est pas plus loin du socialisme tel qu'il fut rêvé que le christianisme du XX<sup>e</sup> siècle de l'enseignement de Jésus, et on ne met pas le mot christianisme entre guillemets. Il n'y a pas plus de différence entre les Soviétiques actuels (car il se trouve tout de même en Russie des institutions qui portent ce nom, et aux-

quelles il faut bien en donner un) et les Soviétiques de 1917 qu'entre nos communes et celles du Moyen Age, ou qu'entre tel syndicat d'aujourd'hui et les syndicats du temps de la Charte d'Amiens.

Mais vivent les guillemets, s'ils suscitent la réflexion, et qu'on n'oublie pas d'en mettre à « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », « internationalisme prolétarien », « révolution prolétarienne », « classe ouvrière », « Force ouvrière », « Monde libre », Mouvement pour un syndicalisme uni et « démocratique », etc. !

Quand on joue à cet inoffensif jeu des guillemets, mon péché mignon est d'en mettre à « salariés ». Ce n'est pas pour prendre la défense du profit capitaliste, mais pour souligner que la mystification de cette communauté d'intérêts entre le capital et le travail à laquelle les gaullistes ont prétendu donner corps dans « l'association capital-travail » fait place aujourd'hui à la mystification plus sournoise d'une solidarité entre les travailleurs et les cadres. La Fontaine est ici un guide plus sûr que Karl Marx : « Notre ennemi, c'est notre maître. » Et la maîtrise. Et la Direction. Et la rationalisation. De ce point de vue on s'aperçoit que la société engendrée à l'Ouest par les transformations du capitalisme et la société surgie à l'Est de « la construction du socialisme » se ressemblent de plus en plus, sous le règne de plus en plus tyrannique de la science.

Dans ce numéro de juin de la R.P., Guilloire nous a informé qu'en 1961, d'après « Le Monde », le salaire moyen est de 68.000 anciens francs pour l'ensemble des « salariés », de 57.000 francs pour les ouvriers et de 36.700 francs pour les ouvrières. « Ces moyennes sont d'une grande éloquence, ajoute-t-il, et suffisent à détruire d'un coup la légende des hauts salaires. »

Je remarque d'abord qu'il faudrait autre chose que ces moyennes pour détruire la légende des hauts salaires, qui est à mes yeux une réalité, à l'Ouest comme à l'Est, et non une légende, la réalité de l'exploitation d'une partie des « salariés » par l'autre partie, notamment les bureaucrates et les techniciens — je dis bien, et sans guillemets, les techniciens.

Je remarque ensuite que ce calcul dont parle Guilloire n'est pas du tout celui que j'ai proposé. Si l'opposition des exploités et des exploités ne coïncide plus avec celle des « salariés » et des capitalistes, il faut considérer, à mon avis, non pas les salaires seuls, mais l'ensemble des salaires et des profits, c'est-à-dire la masse des revenus, quels qu'ils soient : salaires, gages, traitements, allocations, gratifications, pourboires, primes, honoraires, escroqueries, fermages, dividendes, etc. Il me semble que je le disais clairement : « considérant d'une part le revenu de la population française, salaires et profits, déduction faite des impôts, d'autre part le nombre de ceux qui vivent et font vivre les leurs de leur travail, quel qu'il soit, on peut évaluer en gros un gain normal ». C'est seulement à un tel revenu ou niveau de vie moyen, si grossièrement qu'on le calcule, que pourrait s'appliquer le terme de « moyenne nationale » employé par Guilloire : ce qu'aurait à dépenser tout Français si une justice idéalement égalitaire attribuait à chacun le même revenu. On pourrait alors affirmer sans discussion possible que tout « salarié » (guillemets ! guillemets !) qui gagne davantage est un exploiteur. Et on aurait peut-être des surprises.

On aurait d'ailleurs raison de dire que le problème ne devrait pas être considéré exclusivement dans le cadre national. Il ne faut pas perdre de vue ce qui sépare tel « prolétaire » (guillemets ! guillemets !) appartenant en France à ce qu'on appelle pudiquement le « secteur tertiaire » et tel prolétaire de l'Inde ou de l'Iran, de l'Afrique du Nord ou de l'Amérique du Sud, qui est à la lettre, lui, un damné de la terre, un forçat de la faim. C'est une autre histoire, ou plutôt c'est l'histoire même de notre temps, histoire d'une lutte qui n'est pas seulement celle des classes exploitées contre les classes exploités, anciennes ou nouvelles, et celle du « camp socialiste » contre le « Monde libre », mais plus encore, que cela plaise ou non, celle des nations pauvres contre les nations riches, et il y aurait là-dessus trop à dire.

LAMIZET.

# LE CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

Si vous voulez faire connaître à un ami d'un autre pays les tenants et les aboutissants de la politique française, emmenez-le au congrès des instituteurs. Si vous voulez initier un jeune travailleur au syndicalisme vivant, emmenez-le au congrès des instituteurs. Ces deux propositions sont, l'une et l'autre, trop catégoriques ; elles ne sont fausses ni l'une, ni l'autre. Pour bien des raisons, que nous avons déjà données, ce congrès annuel est encore une des expressions réelles de la démocratie française. Celles qui restent ne sont pas si nombreuses. Il ne faut pas manquer celle-ci.

Le Syndicat National des Instituteurs n'est pas — il n'a jamais été — une association professionnelle et corporatiste. Pourtant, si vous assistez au congrès, vous entendrez beaucoup parler de l'école et de l'enseignement. Ce ne sont pas de petits sujets. Mais vous serez aussi le témoin de discussions et de disputes sur l'Algérie, sur l'Afrique en général, et sur la nature du pouvoir gaulliste, et sur l'économie planifiée, et sur la technocratie. Cela fait enrager beaucoup de gens. Surtout, tous les hommes de gouvernement en trépigment : ceux qui tiennent le gouvernement et ceux qui aspirent à le tenir. De quoi se mêlent donc ces petits pédagogues bavards et prétentieux ? Ils se mêlent de syndicalisme, c'est-à-dire de bien-être et de liberté, c'est-à-dire de tout. Le parti communiste n'aime pas ça non plus. Il a, cette année, passé une bonne partie de son temps à tirer dans les pattes de cette organisation irritante. D'ailleurs, ses représentants sont là. Nous allons les entendre. On sait ce qu'ils vont dire. Il n'y a que la forme sous laquelle ils vont le dire qui peut être un peu instructive. Leur tour viendra en son temps. Résumons d'abord la première journée.

La séance d'ouverture est traditionnellement consacrée à l'audition des représentants des organisations d'enseignants des autres pays. Ce matin, quatre Noirs prendront la parole : les délégués de la Guinée, du Mali, du Sénégal et le représentant de la Fédération des enseignants d'Afrique noire. Tous, ils dénonceront « le néo-colonialisme ». Le camarade sénégalais, drapé dans sa robe blanche, montre sans détour son opposition au gouvernement de son pays. Il est le seul à prononcer cette formule qui est le « laissez-passer » syndicaliste : indépendance à l'égard des partis et des gouvernements.

Le camarade Rodolfo Llopis, représentant les enseignants espagnols exilés, soulève l'émotion du congrès. Il rappelle les événements qui ont précédé et préparé le coup de force de Franco ; ils ne sont pas sans analogie avec ce que nous avons connu en France il n'y a pas longtemps et d'où nous ne sommes pas sortis.

Une institutrice anglaise parle au nom de la F.I.A.I. (Fédération Internationale des Associations d'Instituteurs). Elle rend hommage à Louis Dumas qui fut président de cette organisation et qui vient de disparaître (Louis Dumas était demeuré un abonné fidèle de la « R.P. »). Jean Cornec est l'éloquent représentant de la Fédération des Parents d'élèves de l'école publique. Dominique Wallon, au nom de l'Union Nationale des Etudiants de France, affirme la communauté de pensée qui l'unit au Syndicat National des Instituteurs, comme aussi avec les étudiants al-

gériens. Enfin, Lauré, secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale, exprime sa solidarité avec les militants du S.N.I. ; il parle de l'efficacité de leurs luttes et d'une « victoire corporative » que certains ont voulu faire passer pour une défaite.

La tribune va maintenant être occupée par Denis Forestier pour la présentation du rapport moral.

## Forestier, ou l'homme à abattre

C'est bien « occuper la tribune » qu'il faut dire pour Forestier. Non seulement parce qu'il va y rester deux heures. Mais au seul point de vue des moyens physiques, il s'agit bien d'une occupation. Cet instituteur rappelle un peu Engler, l'ancien secrétaire des dockers. Et c'est un grand compliment que je lui fais. Mais Engler était Nordique. Dans la voix de Forestier, la Gascogne chante. Cet homme est devenu pour le parti communiste l'homme à abattre. C'est dire que rien ne lui sera épargné. Il sait pourquoi et il va le dire. Il a réussi à conduire une action laïque — la première action de masse contre le nouveau pouvoir — en « utilisant » le parti communiste, sans lui permettre de manifester « son rôle dirigeant ». C'est proprement intolérable et cela ne lui est pas pardonné. Il y a pis. Forestier a été, le 27 octobre dernier, un des « meneurs » des manifestations de masse contre la guerre d'Algérie. A Paris même, il a été un des organisateurs d'une journée réussie sans le concours du parti communiste. Cette affaire a été fort loin : elle a suscité une crise dans le parti communiste, et jusqu'à son sommet.

Forestier n'emportera pas tout ça au paradis. Lui sera-t-il un jour pardonné ? Ce n'est pas impossible, parce que les détours et les retours de la politique sont imprévisibles. Mais ce n'est pas pour aujourd'hui. D'autant que, dans sa réponse aux critiques adressées à son rapport moral, Forestier a été d'une belle fermeté. Je dois dire que c'est seulement alors qu'il a emporté mes dernières résistances. Ce syndicaliste mérite cette opposition sans nuance et cette bataille sans pitié.

Dans la présentation du rapport moral, il est encore trop prisonnier d'un lourd texte écrit et ses qualités de lutteur ne trouvent pas encore à s'épanouir. Il analyse d'abord la situation, comme il se doit. Il constate qu'aucune action de masse n'a été possible sans les syndicats. Il montre le développement de ce qu'il appelle « le haut-fonctionariat ». A la technocratie, il oppose la démocratie technicienne, impulsant et contrôlant une planification nécessaire. Il y a une autre voie que celle des deux « prototypes » : l'américain et le russe. Le syndicalisme ne doit pas « s'abriter derrière les contradictions du capitalisme » pour ne pas donner aux jeunes travailleurs la conscience des réalités et le pouvoir d'agir sur elles.

L'action laïque n'a pas eu cette année le caractère spectaculaire qu'elle avait présenté en 1960. Elle n'en a pas moins été effective. La bataille a été portée vers les collectivités locales et départementales et l'application de la loi anti-laïque Debré en a été freinée. Forestier expose la situation de l'école publique, le gouffre qui

s'accroît entre les créations et les besoins, l'existence d'établissements qu'il appelle « concentrationnaires ». Il n'y a pas de réelle réforme démocratique de l'enseignement. On sabote la période d'orientation. On maintient des hiérarchies dépassées ; on entretient la fausse supériorité des études dites « classiques » sur les études techniques qui créent cependant, comme le disait Romain Rolland, « la joie de la main exacte, des doigts intelligents ».

Sur le plan revendicatif, des résultats ont été arrachés, et non octroyés, comme certains ont bien voulu le dire. « L'Humanité » a été jusqu'à écrire qu'il s'agissait d'une « capitulation en rase campagne ». Tout n'a pas été obtenu ; de dures injustices demeurent ; on a donc tenté contre nous, dit Forestier, l'opération poujadiste de cumul des mécontentements individuels. Les résultats acquis ne doivent pas être si mauvais puisque l'union des organisations de fonctionnaires se fait sur le mot d'ordre : parité avec les enseignants.

Sur le problème algérien, Forestier estime qu'il faut poser devant l'opinion publique les questions qui conditionnent la paix. Nous devons mettre en avant les garanties aux minorités. Nous devons préconiser ce qui nous semble la meilleure solution pour tous, à savoir : une Algérie indépendante s'associant librement avec la France.

Dans la situation actuelle, où les syndicats constituent la seule force réelle de résistance, la tentation est grande pour le pouvoir comme pour les partis politiques de mettre la main sur eux. Nous saurons nous y opposer.

### **Une journée entière de discussion et d'affrontement**

Les deux séances de la deuxième journée seront entièrement consacrées à la discussion du rapport moral. Ce sera le long défilé des délégués des sections départementales ; beaucoup d'entre eux sont des opposants. La journée se terminera par ce qui est ici le morceau très goûté, les discours des leaders des trois tendances organisées et reconnues : la tendance « Ecole Emancipée » qui est plus ancienne que le syndicat national lui-même ; la tendance appelée ici « ex-cégétiste » qui ne veut pas être une tendance (puisqu'il n'y a pas de tendances !) et qui est propulsée par le parti communiste ; enfin, la tendance majoritaire dont Forestier est le leader.

Pour ceux qui ne sont pas de la maison, il est bon de préciser les points où les opposants vont mener l'attaque. Sur la défense laïque, accusation d'avoir adouci la lutte, de s'être adapté à la loi anti-laïque Debré. Une question s'est posée au cours de l'année qui a provoqué des remous dans la majorité même. Pour que l'établissement privé puisse recevoir le bon argent qu'on lui alloue (au fond, toute la question est là), son personnel doit avoir un minimum de qualification reconnu par le certificat d'aptitude pédagogique. Les commissions d'examen comprennent normalement des inspecteurs de l'enseignement primaire et des instituteurs publics. Fallait-il participer à ces commissions ou les boycotter ? La majorité du bureau national opta pour la participation et fit adopter son point de vue par le Conseil national de Noël (le Conseil national est formé de tous les secrétaires de sections départementales). Mais les sections de l'Ouest, les sections bretonnes, dont les nerfs sont à vif sur la question laïque, se rebellèrent

(encore une révolte de la Bretagne !). Mis en minorité à Rennes, Forestier eut la sagesse de reposer démocratiquement la question au Conseil national de Pâques. Celui-ci décida cette fois de refuser la participation aux commissions chargées d'examiner les maîtres des écoles privées. La barque était redressée. Mais, dans l'affaire, la majorité nationale a perdu quelques plumes. Dans le Finistère, le rapport moral fut repoussé à une forte majorité. Pourtant, le camarade Couic, vieux militant de ce département, fort attaché à la tendance de Forestier et qui fut à l'origine du redressement, vint dire au congrès que son adhésion à la majorité nationale n'était nullement remise en question. Il déclara que la méthode qui avait abouti, selon ses vues, au changement de position du syndicat, était un exemple de démocratie.

Vous pensez bien que sur cette question de défense laïque où les communistes s'estiment frustrés d'un point d'appui fort utile, ceux-ci ne ménagent pas Forestier ; ils dénoncèrent son intégration dans le gaullisme, « le régime des monopoles ». L'Ecole Emancipée, par la voix de Rolande Depaepe, de la Seine, et de Desachy, de l'Oise, reprocha aussi à la direction syndicale la mollesse de son action laïque. Desachy dénonça « le sabotage voulu et organisé du service public de l'enseignement ».

Sur la lutte revendicative, Forestier n'avait pas non plus la vie en rose. On sait qu'à la suite des grèves tournantes, puis de la grève administrative, puis de la menace de grève des examens, le gouvernement dut accepter un certain reclassement de la fonction enseignante. Mais fallait-il arrêter la lutte, suspendre les mots d'ordre d'action, ou la poursuivre jusqu'à une victoire plus complète ? Une des injustices les plus irritantes était qu'une partie des instituteurs retraités n'avaient pas leur retraite revalorisée, en dépit de la loi dite de « péréquation ». Personnellement — je tiens à le dire simplement pour ne pas qu'on me prenne pour un témoin impassible — j'estime qu'en dépit de cette injustice et de quelques autres, les résultats obtenus et la situation générale justifiaient l'arrêt momentané de l'action directe. Mais la direction syndicale ne pouvait éviter d'être attaquée sur ce point et on le lui fit bien voir. Notons, parmi les interventions les plus positives dans leurs critiques, celle de Grange, du Rhône, section dirigée par l'Ecole Emancipée : il souligna que l'éventail hiérarchique était encore plus ouvert, que les tendances à la « catégorisation » s'accroissaient ; surtout, il signala ce fait surprenant : ceux qui, dans les dernières années, et conformément aux directives syndicales, ont pris leur retraite à 55 ans, voient leur retraite maintenue à son taux, alors que ceux qui, contrairement à ces directives, ont prolongé leur temps d'activité, bénéficient du nouvel indice et partent avec une retraite plus forte.

Enfin, il y avait la question de l'Algérie. On sait que le Syndicat National des Instituteurs ne s'est jamais dérobé devant ce douloureux problème. Mais sa majorité a adopté sur l'Algérie des positions qu'elle juge « réalistes » et qui, de fait, ont évolué en même temps que les réalités s'imposaient. Aujourd'hui, elle est évidemment pour des négociations de paix avec le G.P.R.A., mais elle entend indiquer certaines des conditions de cette paix, en premier lieu la garantie des minorités. Elle se prononce maintenant pour une Algérie indépendante, mais elle estime que la meilleure solution serait que le nouvel Etat algérien s'associe librement avec

la France. Les deux oppositions reconnaissent là-dedans des positions trop voisines de celles du gouvernement français. L'École Emancipée, fidèle à une position de principe anticolonialiste, s'en tient à la solidarité « avec le peuple algérien en lutte ». Quant aux communistes et à ceux qu'ils entraînent dans leur sillage, ils retrouvent là leur actuel cheval de bataille : « objectivement », vous êtes les alliés du pouvoir gaulliste, agent des monopoles, selon le langage intronisé et officialisé par le dernier congrès du parti communiste.

Les représentants des sections algériennes sont là : Oran, Alger, Bône, Est-Algérien. Je les avais entendus il y a deux ans dans cette même salle. Quelle évolution depuis ! La leçon des faits a été dure, mais elle a porté. Ces camarades sont devenus des « libéraux » en butte aux attaques, au plastic, aux menaces et aux exactions des « ultras ». Tous, maintenant, ils sont pour l'indépendance, mais, contre la peur qui est le trait dominant de la situation algérienne, ils demandent l'ouverture de la campagne des « garanties ».

### Duthel, ou la Révolution en son essence.

Voici le couronnement de la discussion, le moment où l'on va attaquer la majorité du bureau et, particulièrement, Forestier, sur leur doctrine (si tant est qu'il y ait une doctrine, ou qu'il n'y en ait qu'une). Lucette Justafre, vieille militante du syndicat, convertie, « trop tardivement », dit-elle, aux satisfactions douces-amères du parti communiste, demande ironiquement à Forestier de faire son autocritique. « Je la ferai, répond-il. Mais ce ne sera peut-être pas celle que vous attendez ». Pour Bossut, de l'École Emancipée de la Seine, la lutte déterminée du syndicat contre le pouvoir gaulliste s'est continuellement affaiblie de 1958 à maintenant. La direction du syndicat a des illusions sur le gaullisme et elle ne cherche pas à développer l'action autonome de la classe ouvrière. Le camarade Roussel, du Puy-de-Dôme, donne d'intéressantes indications sur l'unité d'action dans son département. Un comité intersyndical réunit avec le S.N.I. et la Fédération de l'Éducation Nationale, la C.G.T., la C.F.T.C. et la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles. Roussel regrette l'absence de « Force Ouvrière ». Il montre que cette action commune ne va pas sans une extrême vigilance pour éviter le détournement des objectifs et le cautionnement de mots d'ordre venus d'ailleurs.

Duthel, représentant de l'École Emancipée au Bureau national, est un orateur de talent, le meilleur peut-être de ce congrès qui ne manque pas de bons « debaters ». On l'écoute avec une attention qu'il sait entretenir. Ce qu'il dit, au fond, c'est qu'il faut faire revivre le mouvement ouvrier révolutionnaire. Il pose la question : notre organisation a-t-elle tenu la place qui correspond à sa force, à son unité et à son idéologie ? Il répond par la négative. Dans la lutte corporative que nous avons à mener contre l'État fort, nous n'étions pas préparés à l'épreuve de force. La plate-forme revendicative était fautive, entachée d'esprit de catégorie. En la maintenant dans sa forme, « nous avons fait le jeu du pouvoir ». C'est ce pouvoir, la nature de ce pouvoir, la signification de ce pouvoir qui retiennent beaucoup Duthel. Il ne faut pas composer avec lui, il faut l'abattre, dit-il. Ah ! il le faudrait ! On ne voit pas bien quelles sont les perspectives révolutionnaires de Duthel et par

quelles voies il nous y conduit. Il y a des moments où l'on sent dans son exposé plus de découragement que de flamme. C'est peut-être qu'il reste attaché à une révolution qui s'est faite et dont les remous se sont étendus sur le siècle. Duthel veut-il refaire cette révolution-là, ou veut-il essayer, avec d'autres, de dégager les premiers traits d'une autre révolution ? La révolution permanente s'applique à la doctrine elle-même. Il y a un conservatisme de la révolution.

D'ailleurs, on ne fait pas la révolution tous les jours. Mais, presque tous les jours, on bataille pour son bien-être et sa liberté. Je ne suis pas sûr que la théorie de Duthel sur le gaullisme, sur cette sorte de mutation décisive qu'il représenterait par rapport aux gouvernements qui lui ont ouvert le chemin depuis quinze ans, je ne suis pas sûr que ses sombres prédictions n'aboutissent pas à désarmer quelque peu la classe ouvrière. Je ne peux ni ne veux discuter maintenant le fond du problème, mais je suis prêt au débat qui conduirait sans doute à montrer que le gaullisme n'est qu'une « péripétie » dans le mouvement caractéristique de notre époque, à savoir la marche convergente vers le capitalisme d'État ou le socialisme d'État. Ce n'est pas l'essence de la révolution d'hier qui nous intéresse, mais l'existence de la révolution d'aujourd'hui.

Reposons-nous un moment avant d'écouter la réponse de Forestier. Je vous recommande, pour le simple plaisir de la dégustation, le discours du camarade Mouillet, de la Haute-Marne. Avec le ton de l'apologue et sur un rythme sautillant, il vous met au fait de la vie syndicale. « Tout le monde n'est pas militant », dit-il. Et il fait entrer en scène le pêcheur à la ligne, personnage symbolique qui, à certains moments seulement, se mêle à l'action et la rend alors « aussi vraie et aussi nécessaire que le pain et le vin ». Mouillet arrache le masque des faux naïfs : vous avez, leur dit-il, une façon tendancieuse de nier les tendances. Et il va cueillir dans son gîte le chef d'orchestre clandestin qui, d'un seul coup, fait entendre les mêmes notes dans les bulletins départementaux et fait surgir « de la base » la motion d'orientation « ad hoc ».

### L'autocritique de Forestier.

Le secrétaire général met d'abord en valeur — comment ne le ferait-il pas ? — cette journée de discussion démocratique où les oppositions ont pris la plus grande place. « Montrez-moi, dit-il, une organisation quelconque où l'on ait un tel respect des minorités ? ». Tout de suite, il fait remarquer que l'expression « gaullisme, pouvoir des monopoles » qui s'introduit maintenant dans tous les documents d'inspiration communiste, n'existait pas dans les motions déposées au mois de mai. Il a fallu que le congrès du parti communiste en fasse une pierre de touche. Aucune planification en régime capitaliste ! dit-on. Mais si nous n'intervenons pas dans la planification, les technocrates la feront sans nous, contre nous. L'exemple de Renault est là pour montrer comment on laisse mettre à la porte 3.000 ouvriers. A Duthel qui a parlé d'épreuve de force à propos de la dernière bataille revendicative, Forestier pose la question : non seulement tous les instituteurs et tous les professeurs, mais les parents d'élèves que nous avons entraînés avec nous pour la défense de l'école et pour de bonnes conditions d'enseignement, tout ce monde-là voulait-il « l'épreuve de force » ?

Sur le problème algérien, Forestier n'admet pas que l'on dise : ne faites donc pas de propositions pour la paix ; cela regarde les négociateurs ! Ainsi, on abandonne pour une part au « gaullisme, pouvoir des monopoles » le soin de faire la paix. C'est une délégation de confiance. Une organisation syndicale comme la nôtre doit dire ce qui lui semble la voie la meilleure. A Grenoble, au colloque sur les garanties aux minorités, les communistes étaient présents et ce sont eux qui ont fait un pas vers nos positions, et non le contraire. Morlet, délégué communiste de la Seine, avait ironisé sur « le message traditionnel de Messali Hadj que l'on n'a pas entendu cette année » ; Forestier lui répond : « Je ne sais pas si, actuellement, Messali Hadj a raison ou s'il a tort, mais je sais que cet homme a passé vingt ans de sa vie dans les prisons françaises pour avoir revendiqué l'indépendance du peuple algérien. Le syndicaliste que je suis ne l'oubliera jamais. »

Et maintenant, Forestier va faire l'autocritique que l'on a réclamée de lui et qu'il a promise : « Je m'accuse publiquement, dit-il, de n'avoir pas dénoncé assez tôt les manœuvres d'immixtion du parti communiste dans le mouvement syndical ! ». Contre toute tentative de mainmise, qu'elle vienne du pouvoir ou des partis, sur cette organisation, exemple d'unité syndicale, qui groupe plus de 200.000 membres, 90 % du personnel enseignant, contre toute tentative de ce genre, nous nous dresserons. Une part de la pensée de tous les courants du mouvement ouvrier s'y exprime. Le Syndicat National des Instituteurs ne sera pas « une force

d'appoint », ni pour le pouvoir, ni pour aucune formation quelle qu'elle soit.

### Je vote le rapport moral !

Le congrès ne s'est pas terminé sur cette intervention très ferme, qui rendait coup pour coup ; pour un œil, les deux yeux, et pour une dent... « toute la gueule ». Mais je voudrais arrêter là mon compte rendu où, je le crois, les traits essentiels de ce congrès ont été mis en évidence. Cela ne suffit pas sans doute. On n'écrit pas seulement dans cette revue pour informer, mais chaque rédacteur s'engage tacitement à dire sans détour ce qu'il pense. Eh bien ! si j'avais été appelé à prendre position sur le rapport moral de Denis Forestier, je l'aurais voté sans hésitation. Les professeurs de révolution ne vont pas me manquer ! Je prévois que je les écouterai avec patience et bonne volonté. Sur cette question, j'ai toujours été et je serai toujours un écolier très attentif. Mais aucune organisation autant que le Syndicat National des Instituteurs ne s'est trouvée à la tête des seules actions de masse contre le pouvoir. Le 27 octobre de l'année que nous avions à juger, il a été l'un des promoteurs de la seule action de masse contre la guerre d'Algérie. Il est un des derniers remparts solides contre la réaction gaulliste ou stalinienne. J'ai besoin de leçons pour savoir ce que je ferai demain. Je n'en ai pas besoin pour savoir ce que je dois faire aujourd'hui. Je vote le rapport moral. Cent fois.

Raymond GUILLORE.

## LE SYNDICALISME DOIT SE PRÉPARER AUX RESPONSABILITÉS

La Charte d'Amiens est un « monument historique », a écrit Roger Hagnauer. La question est de savoir s'il s'agit d'un monument tabou, devant lequel la génuflexion est de rigueur ou si nos amis « chartistes » nous permettent une position hérétique.

A notre avis, ce monument est surtout celui de l'impuissance. Bien loin d'être une « volonté de puissance de la classe ouvrière », il est en réalité le symbole de la démission du syndicalisme, le renoncement du syndicalisme à jouer lui-même un rôle déterminant dans la société

Examinons les quatre points de la charte : l'action du syndicalisme doit s'exercer directement contre le patronat ; sans se préoccuper des partis politiques ; grève générale comme moyen d'action ; but final : expropriation capitaliste, le syndicat devenant organe de production et de répartition et la base de l'organisation sociale.

### 1. Action directe contre le patronat

En décidant par 830 voix contre 48 voix guesdistes, au congrès de 1906, que l'action du syndicalisme « doit s'exercer directement contre le patronat », nos aînés ont, en fait, décidé qu'elle s'exercerait **seulement** contre le patronat et ont interdit aux syndicats de participer à la lutte politique.

Le système économique du moment était la liberté économique absolue, l'Etat se défendant de toute intrusion dans les contrats « librement débattus entre patrons et ouvriers ». Les patrons étant dégagés de toute contrainte législative dans les conditions d'embauchage, le rapport des forces entre salariat et patronat apparaissait le seul élément déterminant les conditions du contrat de travail.

Depuis, les guerres et des raisons diverses ont institué un certain **dirigisme économique** ; l'Etat n'est plus le prétendu « spectateur serein » de 1906, il est le patron de 30 % des salariés et il s'oppose par la loi aux libres discussions des salaires et des conditions de travail entre patrons et salariés du secteur privé

A une époque donc où un vote de députés ou bien une décision de ministres peut bloquer les salaires, décider de tout, durée du travail, hygiène et sécurité, habitat, pouvoirs des comités d'entreprise, restriction de la sécurité sociale, montant des allocations de chômage, de solidarité, de vieillesse, en un mot **fixer la part du salariat dans le revenu national**, le syndicalisme peut-il encore continuer, sans déraisonner, à dire que son action « doit s'exercer contre le patronat », c'est-à-dire seulement contre le patronat ?

### 2. Sans se préoccuper des partis politiques...

A l'échelon syndical, fédéral ou confédéral presque toute l'activité des militants est au contraire absorbée par des actions sur les groupes politiques et sur le gouvernement, par des démarches fréquentes et des demandes d'audiences répétées pour exposer les positions syndicales.

Chacun d'entre nous a le sentiment que ces démarches et audiences sont insuffisantes pour défendre nos intérêts sur le terrain politique où se trouve l'initiative législative et la décision. Les partis politiques, tous les partis politiques, comprennent des propriétaires, des commerçants, des agriculteurs et des membres des professions libérales qui jouissent, en matière fiscale, de forfaits extrê-

mement avantageux par rapport aux salariés qui, eux, ne peuvent rien dissimuler.

Nous ne pensons pas qu'une audience de quelques minutes ou même de plusieurs heures, accordée par un ministre ou un groupe politique, représente pour nous le maximum d'efficacité, dès lors que nos intérêts sont en opposition avec ceux d'autres catégories sociales dont les partis se disputent la clientèle.

« Sans se préoccuper des partis », cela signifie en fait ne pas nuire aux partis, leur laisser leur « clientèle » ouvrière et interdire au syndicalisme de s'occuper de ses affaires. Nous pensons que le syndicalisme doit représenter la classe ouvrière sur tous les terrains, surtout où il faut qu'elle se batte.

Le syndicalisme représente les intérêts de 13 millions de salariés sur une population active de 22 millions de personnes, c'est-à-dire une majorité.

Est-ce qu'il va rester éternellement le solliciteur, le quémandeur demandant des audiences ? Ne doit-il pas enfin mettre la charte au grenier et décider d'assurer lui-même d'une façon permanente sa propre représentation au sein des assemblées gestionnaires et législatives ?

Il est piquant de voir les camarades « chartistes » qui dénoncent les insuffisances, les molleses, les volte-face des partis, s'obstiner dans la fidélité à une charte qui assure à ces partis le monopole de la législation sociale et qui refuse au syndicalisme le droit de se substituer, sur tous les terrains, aux partis défaillants.

Impossible de défendre les salariés sans intervenir sur le terrain législatif et politique. Pendant les discussions des lois ou des interpellations, combien de fois des responsables syndicaux sont-ils restés pendant des heures dans les couloirs ou dans les bureaux du Palais-Bourbon ! De temps en temps des députés sortent de la salle de séance, viennent leur montrer des textes proposés, les tiennent au courant des amendements adverses, des fluctuations de la discussion, prennent des notes et rentrent en séance.

Est-ce que ce n'est pas risible ? Les responsables syndicaux peuvent aller « en délégation » dans les couloirs des ministères et du parlement, participer pendant des heures au combat des textes opposés mais ils seraient perdus s'ils pénétraient eux-mêmes dans l'hémicycle comme députés syndicalistes ! C'est pitoyable !

Quel masochisme pousse les syndicalistes à se refuser les possibilités ou au moins les meilleures chances de l'action ? Quand je lis dans la R.P. un article du camarade R. Pilou demandant la création d'un « authentique parti révolutionnaire », je pense aux grenouilles qui demandent un roi. Le syndicalisme n'est-il pas ce groupement révolutionnaire, « parti » de l'opposition ouvrière en régime capitaliste, base de l'organisation sociale quand le capitalisme est vaincu ?

### 3. Moyen d'action : grève générale

La grève revendicatrice comme la grève insurrectionnelle ne peuvent réussir que si des éléments favorables à la grève se trouvent déjà dans le camp adverse, ce qui là encore justifie la présence de syndicalistes dans l'assemblée politique à qui incombe, en dernière analyse, la décision.

Exemple : la grève belge. A tort ou à raison — je ne me permets pas de juger — les syndicats estimaient que la démission des députés favorables était indispensable pour faire obstacle à la loi inique, puisque le quorum légal ne serait plus atteint et que la Chambre serait dissoute d'office. (Article signé D.P.M. dans la « Rév. Prol. », janvier 1961.)

Mais les députés en cause étaient ceux d'un parti politique, ayant à tenir compte d'autres considérations, d'autres fractions de son collège électoral et qui n'était pas d'accord pour la démission.

Si cette arme était indispensable (encore une fois je n'apprécie pas) les responsables de la grève ne pouvaient pas s'en servir, ils devaient renoncer à leur avis à la victoire parce que, d'une part, les travailleurs en lutte, et, d'autre part, les députés qu'ils avaient élus, n'appartenaient pas à la même organisation.

Autre exemple : En France, plusieurs fois en 1945, des ministres « communistes » ont été hostiles aux grévistes. En 1947, les stalinien dans l'opposition, la crainte de cette force politique importante a fait échouer les grèves. Tant qu'une grève est limitée à une entreprise ou à une profession, elle se déroule favorablement. Dès l'instant où elle devient générale, l'inquiétude naît.

Tous ceux qui ne sont pas stalinien flairent la possibilité d'une arrière-pensée, d'une grève à tendance insurrectionnelle. Comme ils ne veulent pas risquer d'installer une dictature, ils votent la reprise du travail et ils abandonnent.

L'absence d'une force et d'une organisation syndicalistes susceptibles de se substituer au régime capitaliste, de prendre en main les destinées de la classe ouvrière, d'organiser les suites, cette absence produit cet effet qu'aucune grève générale de longue durée n'est susceptible de réussir. L'arme ultime de la classe ouvrière ne semble pas vouloir assurer le remplacement du régime capitaliste.

### 4. But : production, répartition et organisation sociale

« Tout le pouvoir au syndicat » demandaient dans « La Révolution Proletarienne », en 1936, les camarades J. Barrau, C. Delsol, de la Fédération de l'Eclairage, la municipalité de Clezy (Ain), etc. Il est certain que pour réaliser les buts qui lui sont fixés par la Charte d'Amiens, assurer la production, la répartition sociale du pays, le syndicalisme doit avoir le pouvoir, c'est-à-dire la possibilité de prendre toutes les responsabilités.

Puisque les syndicats doivent être la « base de l'organisation sociale », ils devraient s'y préparer dès maintenant mais, là encore, par les limites imposées, la charte empêche le syndicalisme de se préparer à ces tâches énormes.

Est-ce que nos camarades « chartistes » pensent que les syndicalistes, après une grève générale victorieuse, auront la science infuse et seront d'instinct en mesure de remplacer le personnel politique et administratif de l'Etat, de gérer les affaires publiques sans préparation ?

Tout le pessimisme que l'on sent dans la classe ouvrière ne vient-il pas d'un complexe d'infériorité qui l'a paralysée dans des circonstances révolutionnaires ?

C'est en luttant sur le plan politique et administratif, c'est en entrant comme délégués du syndicalisme au Conseil municipal, au Conseil général et au Parlement législatif que les syndicalistes peuvent se préparer à remplacer l'actuelle classe dirigeante et à former des gestionnaires

### Conclusion

La Charte d'Amiens est devenue le cul-de-sac de l'action ouvrière. Tous les groupements même les plus minuscules, tous les courants de pensée adversaires du syndicalisme prétendent à construire, seul le syndicalisme devrait-il se résoudre à subir éternellement la construction des autres ?

La classe des salariés qu'il représente — la plus nombreuse et la plus compacte — ne peut pas demeurer une perpétuelle opposante, une éternelle quémandeuse vouée sous tous les régimes à la revendication ! Le syndicalisme doit nécessairement se préparer à réaliser ses propres buts et pour cela rompre les limites dérisoires d'une charte anachronique.

En régime capitaliste le syndicalisme doit entrer dans les assemblées délibérantes car les syndicats formés uniquement de travailleurs « expriment mieux leurs besoins que n'importe quel parti formé d'éléments divers. » (P. Monatte, R.P. avril 1947.) Des modifications des statuts devraient être proposées dans les confédérations afin que les unions locales et départementales présentent des candidats aux Conseils municipaux, généraux et aux assemblées législatives.

Après l'expropriation du capitalisme, l'organisation syndicale par son essence et sa démocratie intérieure pourrait, si elle y avait ainsi préparé ses militants, répondre au vœu de la charte, devenir « la base de l'organisation sociale » et remplacer l'administration bourgeoise. Le Comité intersyndical

local paraît tout désigné pour continuer les tâches du Conseil municipal et l'Union départementale celles du Conseil général, les congrès et conseils nationaux des syndicats ayant rôle législatif en confiant au Comité Exécutif Confédéral le soin de l'exécution.

Encore faut-il que des militants syndicalistes sachent de quoi il s'agit, que certains aient déjà mis la main à la pâte à ces rôles administratifs donc politiques, si l'on veut que les autres puissent en paix s'atteler au but essentiel, créer l'harmonie dans la vie économique du pays par une étroite coordination des coopératives de production et des coopératives de consommation.

Raymond BARANTON.

## L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS

L'article de Baranton a une histoire... Normalement, il aurait pu passer dans notre dernier numéro. Mais le début nous a fait craindre des réactions aussi brutales que celles provoquées, il y a quelques années, par l'article de Claveyrolas sur la faillite du syndicalisme ou celui d'un camarade technicien proclamant... « notre inexistence ».

Baranton, par une brutalité d'expression — qui n'est peut-être qu'une habileté polémique — se pose en iconoclaste, renversant les statues, piétinant l'autel, couvrant les Tables de la Loi d'injurieux graffiti...

Et cela dans la maison consacrée par son fondateur Pierre Monatte à la défense et illustration de la Charte d'Amiens, à la renaissance du syndicalisme de 1906.

Il n'était pas question de censurer Baranton. Mais il convenait de ne publier son factum... irrespectueux qu'avec la réponse d'un « desservant » du culte !

### L'HERESIE VICTORIEUSE

Que notre camarade cependant ne s'illusionne pas sur sa hardiesse. Il n'est pas sacrilège à nos yeux, parce qu'il n'y a pour nous rien de sacré, rien d'immuable, rien d'intangible. Un monument historique n'est pas un « tabou »... bien au contraire. Dire qu'il est historique, c'est admettre qu'il traduit un moment de l'évolution historique. C'est souvent, en effet, une hérésie victorieuse. La Charte d'Amiens, à ce point de vue, acquiert la même signification et la même valeur que les édits de Constantin consacrant la victoire de l'Eglise — la déclaration de Luther consacrant la Réforme protestante — la Déclaration des droits de l'Homme consacrant la victoire de la bourgeoisie libérale.

Hérésie victorieuse, la Charte d'Amiens liquidait trois « orthodoxies », celle du marxisme officiel, du paternalisme étatique, du corporatisme neutre. Péché de jeunesse ! si l'on veut. Mais d'une jeunesse qui a librement choisi son destin, après les troubles de l'adolescence. D'une jeunesse qui porte l'hérésie victorieuse, sans instituer une nouvelle orthodoxie.

Car l'essentiel de la Charte d'Amiens c'est l'indépendance de la classe ouvrière : indépendance du mouvement, de l'organisation, de l'action des hommes. Nous écrivions dans notre brochure sur « l'actualité de la Charte d'Amiens » que « c'est la volonté d'indépendance de la classe ouvrière qui donne au syndicalisme de 1906 son caractère révolutionnaire — que l'action directe n'est que la manifestation spécifique de cette volonté ».

Nous ajoutions que la Charte exprimait aussi cette profession de foi que le socialisme est déter-

miné exclusivement par la situation et l'action des travailleurs. Il n'y a qu'une classe ouvrière, il n'existe pas de socialisme qui ne soit exclusivement ouvrier.

Ce fut donc bien une charte « constitutionnelle » du syndicalisme, c'est-à-dire un contrat permanent entre la C.G.T. et chaque syndiqué. Il est donc tout à fait normal que l'on s'y réfère — plus ou moins sincèrement — en 1961, lorsqu'il s'agit de garantir l'existence même du syndicalisme. Tout aussi normal que ce soit le « préalable » impératif de tout effort mené pour la reconstitution de l'unité syndicale. C'était vrai en 1906, comme en 1914, en 1936, en 1948. C'est encore vrai en 1961.

### EXPERIENCES EDIFIANTES

Les objections de Baranton ne semblent ni s'élever jusqu'au fronton du monument, ni menacer ses fondations. Il s'agirait surtout d'exclure un respect excessif de la lettre « chartiste ». Il lui paraît inconcevable que des mandataires syndicalistes ne participent pas à l'élaboration des lois et à l'administration des communes.

Alors, nous ne sommes pas disposés à le qualifier de sacrilège... Nous étudions objectivement des expériences internationales, auxquelles il ne se réfère que fort discrètement.

L'expérience anglaise, issue du « chartisme » autant que du travaillisme primitif, aboutissant à la constitution du Labour Party, à l'origine machine parlementaire montée par les Trade-Unions.

L'expérience belge où, avant la guerre, sections politiques, syndicats et coopératives s'unissaient dans la même organisation avec des militants « trépieds ».

L'expérience allemande, où la Centrale syndicale était politiquement soumise à la social-démocratie.

L'expérience américaine où l'A.F.L. et le C.I.O. ont constitué des organismes d'action politique et électorale, afin de chasser du congrès les partis d'une législation antisyndicale.

Même l'expérience suédoise, où nos amis libéraux eux-mêmes ne repoussent pas l'idée d'une présence syndicale dans les municipalités.

Malheureusement, sauf la dernière, ces expériences alourdissent un passif que Baranton n'a pas évalué.

L'action ouvrière en Angleterre n'a-t-elle pas été gênée aussi bien par la « vocation gouvernementale » des travaillistes que par les excès démagogiques du bevanisme.

La Fédération syndicale belge n'est-elle pas aujourd'hui organiquement séparée du Parti socialiste ?

Le D.G.B. allemand n'a-t-il pas réalisé l'unité

de la classe ouvrière en brisant toute liaison formelle avec la Social-Démocratie ?

Quant aux actions... électorales « marginales » du syndicalisme américain, elles se sont révélées assez peu fructueuses ! La loi antisyndicale Taft-Hardley votée par une majorité républicaine, n'est pas abrogée par une majorité démocrate, seule la force syndicale permet d'éviter son application.

### LEGISLATION OUVRIERE

Baranton reprend une thèse aujourd'hui banale sur « le dirigisme économique » et la fatale intervention de l'Etat dans les conflits de travail. Il ne s'agit pas, au moins en son article, de la nécessaire conquête de l'Etat, de la prise du pouvoir politique pour abolir l'exploitation ouvrière et supprimer le salariat. Sa thèse s'apparenterait plutôt à celle de l'Etat arbitre au-dessus des classes ou à celle de Léon Blum sur « l'exercice du pouvoir par les socialistes, sans changement de régime économique ».

La législation du travail, dont le libéralisme économique avait rejeté le principe aux débuts de la Révolution industrielle était déjà suffisamment dense au début de ce siècle, et c'est par un curieux synchronisme en 1906 que fut rétabli le Ministère du Travail (confié au socialiste indépendant René Viviani), alors que la Charte d'Amiens s'élaborait après les secousses du Premier Mai.

C'est encore pour prévenir l'agitation révolutionnaire que Clemenceau fit voter la loi de huit heures en 1919. Ce sont les journées de juin qui imposèrent en 1936 au Rassemblement populaire les lois qui n'étaient espérées qu'à une échéance lointaine et incertaine par le programme électoral de la gauche et de l'extrême-gauche.

L'action syndicaliste efficace aboutit au fait accompli que la loi sanctionne. Et seule, elle peut assurer le respect de lois favorables.

C'est en juillet 1906 que fut votée la loi sur l'obligation de repos hebdomadaire. Il fallut encore de longues années pour que l'action directe des boulangers et des coiffeurs en assure le respect.

Et il est inutile d'insister ici sur les violations permanentes de la loi des quarante heures, facilitées par l'aveuglement des travailleurs et la faiblesse organique et morale des organisations syndicales.

### LE DIRIGISME ETATIQUE

Il est vrai que l'Etat intervient non comme arbitre, mais de plus en plus comme patron, protecteur ou commanditaire dans la vie économique. Nous en convenons d'autant plus volontiers que ces nouvelles missions qui lui incombent échappent de plus en plus à l'initiative, même au contrôle efficace des législateurs.

Les agents des administrations d'Etat et des services publics ont pesé et pèsent encore fort lourdement dans le mouvement syndical. Ce fut peut-être la cause première du « syndicalisme de projets de lois » qui dominait dans la C.G.T. réformiste de l'entre-deux-guerres, et que notre ami Thévenon dénonçait dans la « R.P. » en 1930. On pouvait encore, sous la Troisième République, attendre quelque succès de démarches auprès de parlementaires. Baranton en exagère d'ailleurs la portée. J'ai quelque expérience en ce domaine. Et je peux affirmer que les négociations les plus fructueuses s'engageaient hors du Parlement, entre les syndicats et les représentants de l'Etat. En 1932, le gouvernement proposait au syndicat national des instituteurs une réforme de l'avancement, relativement avantageuse mais qui créait une classe exceptionnelle réservée exclusivement au choix — ce qui était formellement contraire aux résolutions syndicales. Seulement, pour éviter un vote

hostile du Sénat, la réforme devait passer automatiquement dans la liste des projets votés sans débats. On se garda donc de provoquer un amendement parlementaire. On laissa passer la loi. Et les sections syndicales départementales imposèrent des barèmes de promotions qui aboutissaient à l'accession automatique de tous les instituteurs à la classe exceptionnelle. Exemple significatif...

### L'ORIGINE DES « LEGISLATEURS » SYNDICALISTES

Car Baranton, si réaliste qu'il paraisse, néglige les réalités essentielles. Si ces législateurs « syndicalistes » sont élus comme les autres, il sera fort difficile en l'état actuel des choses de ne pas les classer dans des tendances correspondant aux différentes centrales et aux fédérations autonomes. On aboutirait donc soit à un doublement de la représentation des partis politiques, soit à la multiplication des partis.

Eh, ces législateurs syndicalistes dépendraient d'un corps électoral socialement hétérogène et perdraient leur qualification de mandataires ouvriers. Seraient-ils simplement désignés es qualités, comme au Conseil national économique ? Nous avons souligné les dangers de cette politique de la présence. Encore s'agit-il d'un organisme purement consultatif. Les syndicats représentés dans un corps législatif et délibératif seraient fatalement intégrés dans l'appareil de l'Etat, deviendraient une institution d'Etat.

La défense des intérêts ouvriers s'engagerait alors hors des syndicats, contre les syndicats. Cette révélation fut peut-être la leçon la plus démonstrative des révoltes d'Allemagne soviétique en 1953, de Pologne et de Hongrie en 1956.

### LA VOLONTE DE PUISSANCE DE LA CLASSE OUVRIERE

Cependant, si Baranton place la Charte d'Amiens sous la vitrine du musée, ses propositions confirment en dernière analyse l'essentiel du syndicalisme de 1906. Il s'oppose, en effet, implicitement aussi bien aux marxistes et aux anarchistes anti-syndicalistes qui ne croyaient pas en la valeur révolutionnaire du mouvement ouvrier spontané — qu'aux démocrates paternalistes qui ne laissent aux syndicats que la formulation des « doléances ouvrières ».

S'il veut que les syndicalistes acquièrent la pratique législative et la compétence administrative, c'est parce qu'il compte sur le syndicalisme pour transformer le système social, gérer l'économie, établir un socialisme authentique.

C'est là que sa critique peut être salutaire, c'est de ce point de vue qu'il faut « repenser le syndicalisme ».

Peut-on concevoir l'union de toute la population active autour de l'organisation ouvrière ? Les syndicats peuvent-ils créer et animer les institutions d'une société socialiste ? Les fédérations industrielles peuvent-elles acquérir les compétences techniques indispensables ? Les unions de syndicats sont-elles capables de résoudre les problèmes sociaux et humains que pose l'adaptation aux progrès techniques ? Le syndicalisme peut-il représenter toute la nation, s'élever naturellement jusqu'à l'international ?

Tout cela impose préalablement, comme l'écrivait Monatte dans la préface de la brochure sur l'Actualité de la Charte d'Amiens, la formation d'une nouvelle génération de militants. Mais pour que ceux-ci retrouvent — ce qui est essentiel — le sens des responsabilités personnelles et la foi dans la mission de la classe ouvrière — il leur suffit de ranimer l'esprit de la Charte d'Amiens et du syndicalisme de 1906 !

Roger HAGNAUER.

# Notes d'Economie et de Politique

## SUCCES DE MOSCOU ET REcul DE L'OCCIDENT : C'EST NOTRE FAUTE !

Les succès « communistes » sont indéniables. Partout dans le monde, depuis dix ans, la cote de Moscou a monté et, parallèlement, celle de New-York a baissé.

Pourquoi cela ?

L'influence de Moscou au sein de la classe ouvrière occidentale est due à un phénomène religieux contre lequel, comme à l'égard de tout phénomène religieux, on ne peut rien.

Ce phénomène a les mêmes causes que celui qui entraîna vers le christianisme, il y a près de deux mille ans, les esclaves et les petites gens de l'empire romain, ceux-là mêmes qui, un ou deux siècles plus tôt, avaient fait la clientèle de Spartacus et d'Eunus.

Lorsqu'une classe s'est battue durant des siècles (les révoltes d'esclaves furent continuelles durant toute l'antiquité pré-chrétienne) pour conquérir son émancipation sans y parvenir, et que, d'autre part, sa situation morale et matérielle s'est améliorée, elle cesse d'être révolutionnaire, elle ne cherche plus qu'à s'adapter le mieux possible, à la société existante. Cependant, il lui reste de son passé révolutionnaire une nostalgie. La nostalgie de la justice sociale. Mais ce n'est plus qu'une nostalgie et non plus une idée-force ; elle n'engendre pas l'action, mais simplement des illusions. On n'est plus capable de vouloir instituer une société juste, mais on rêve encore d'une société juste, et l'on compte sur une puissance extérieure pour vous l'apporter toute faite. Le réalisme révolutionnaire s'est transformé en une mystique religieuse.

C'est pourquoi les travailleurs du premier siècle de notre ère se laissèrent séduire par les mille ans de bonheur que les disciples de Pierre et de Paul faisaient luire à leurs yeux : Jésus, Jésus, le Tout-Puissant, Jésus-Dieu, va revenir prochainement sur la Terre pour y établir un régime qui, pour mille ans, réalisera la justice sociale.

Et c'est pourquoi, de même, aujourd'hui, les prolétaires d'Occident, déçus par la terrible série d'échecs qu'ils subirent durant les lendemains de la première guerre mondiale, se sont laissés séduire par le seul millénarisme moscovite : un jour prochain, le peuple russe — qui, seul de tous les peuples d'Europe, est parvenu à réussir ce que l'on pensait être sa révolution — jouira des fruits de sa victoire, il connaîtra la justice sociale et la prospérité matérielle, ainsi que la puissance militaire, cette dernière lui permettant d'apporter au prolétariat mondial sans que celui-ci ait à combattre, le « bien-être et la liberté » que ses propres efforts ne sont jamais parvenus à lui assurer.

Croyance imbécile ! Aussi imbécile que le millénarisme chrétien ! Croyance que tous les faits contredisent ! Il est loisible à chacun de vérifier que le régime néo-czariste, tout comme son prédécesseur, maintient le peuple russe depuis d'un demi-siècle au plus bas de l'échelle tant dans le domaine de la liberté individuelle que dans celui du bien-être matériel ; il est

évident pour quiconque n'est pas « croyant », que ce n'est pas la société où les inégalités sociales sont les plus accusées, l'exploitation des travailleurs la plus intense et la liberté de leurs mouvements la plus restreinte, qui peut constituer une étape vers le socialisme. Et chacun sait qu'il y a 20.000 Allemands par mois qui, depuis quinze ans, votent contre cette société « avec leurs pieds », mais c'est le propre de toutes les religions : plus elles sont absurdes et plus l'on y croit. *Absurdum quia credo*, c'est la seule vérité qui soit jamais sortie de la bouche d'un Père de l'Eglise.

\*\*

Durant des siècles, aux fidèles qui demandaient pourquoi Jésus n'était pas encore revenu, on répondait : un peu de patience, c'est pour demain ! de même, aujourd'hui, aux fidèles de la religion moscovite qui demandent pour quand seront la liberté et la répartition égalitaire du revenu social, on fait, depuis quarante ans, la même réponse : un peu de patience, c'est pour demain !

Contre ce « communisme »-là, il n'y a donc rien à faire, car ni la raison, ni les actes ne peuvent rien contre la « foi », le propre de la foi étant de se situer, par principe, hors du domaine de la raison et de celui des faits.

Cependant, au cours des dix dernières années, la dévotion du prolétariat occidental à l'égard de Moscou ne s'est pas étendue, elle a même plutôt régressé. Comparez, par exemple, la grande extension qu'avait prise le « communisme » au sein de la classe ouvrière allemande durant les années 20 avec sa disparition presque complète aujourd'hui, au moins dans l'Allemagne de l'Ouest ; de même, les fortes minorités agissantes qui existaient en Angleterre et en Amérique entre les deux guerres se sont aujourd'hui presque totalement évanouies ; même en France et en Italie, je ne pense pas que la foi communiste soit aussi développée qu'elle l'était au lendemain de la dernière guerre.

C'est donc à d'autres causes, à des causes secondaires qu'il faut attribuer l'importance accrue prise par Moscou sur la scène du monde au cours de la dernière décennie.

Or, si sur la cause première nous ne pouvons agir, il n'en est pas de même pour les causes secondaires ; au contraire, celles-ci dépendent entièrement de nous.

Un sentiment domine toute la politique occidentale depuis quelque vingt-cinq ans : ce sentiment, c'est la peur. Eh bien ! c'est cette peur qui est à l'origine de tous les succès de Moscou.

Prenons un exemple déjà assez lointain, mais typique, celui de la guerre d'Espagne.

Mercier a rendu compte, ici même, il y a peu de temps, d'un ouvrage anglais récemment paru sur les agissements russes au cours de la guerre d'Espagne (« Le grand camouflage »). Si ce compte rendu est exact, et il n'y a pas de raison d'en douter, le moins qu'on puisse dire c'est que l'auteur du livre n'a rien compris à ce dont il parle.

Si les staliniens espagnols, en nombre infime et dépourvus de toute influence en juillet 36 sont devenus pratiquement les maîtres du gou-

vernement républicain espagnol quelques mois plus tard, cela n'a pas été dû à leur machiavélisme, ni à leur cruauté, bien que l'un et l'autre aient été effroyables, mais uniquement au blocus décrété à l'encontre de la République espagnole par la France et l'Angleterre. Blocus qui n'avait qu'un motif, en France du moins : la peur d'Hitler !

Du fait de ce blocus, rappelons-le, les républicains espagnols se trouvaient dans l'impossibilité de recevoir ni armes, ni munitions d'aucun pays... sauf de Russie. Et cela pendant que Mussolini et Hitler fournissaient à Franco autant d'armes, de munitions, d'avions et d'hommes qu'il en demandait. Il y a eu des jours où il n'y avait plus un kilo de poudre à Barcelone ! Comment faire alors, si ce n'est d'accepter des Russes ce qu'ils voulaient bien livrer, et pour qu'ils consentent à le livrer, se soumettre à toutes leurs exigences ?

La raison de la mainmise des Russes sur la république espagnole ne se trouve donc point dans le mécanisme par lequel ils opérèrent cette mainmise, mais dans la seule raison qui permettait à ce mécanisme d'être opérant : le blocus. Les responsables du succès russe furent et furent uniquement ceux qui décrétèrent et appliquèrent le blocus : le ministre français du Front populaire, Léon Blum, et le ministre conservateur anglais, Neville Chamberlain. Les représentants des deux pôles traditionnels de la politique occidentale se trouvèrent réunis dans une commune lâcheté pour assurer la victoire morale de Moscou. Grâce à eux, la Russie put apparaître, à partir de ce moment, comme le seul ennemi véritable du fascisme.

\*\*

Voyons des événements plus récents et où cette fois ce n'est plus la peur d'un tiers (Hitler), mais celle des Russes eux-mêmes qui a agi.

En 53, à Berlin, la population ouvrière se soulève contre le régime moscovite qui lui est imposé, et le mouvement gagne bientôt presque toutes les villes et les bourgades de l'Allemagne de l'Est.

Que fait l'Occident ? Que font Londres, Paris, Washington, Bonn, qui ne cessent de proclamer depuis des années que le régime des pays satellites leur a été imposé par la violence, la violence de l'armée et de la police russes, et qu'il est contraire à la volonté presque unanime de leurs peuples ? Evidemment, ils vont soutenir les révoltés de Berlin, accourir à leur secours ! — Vous n'y êtes pas ! Dans toutes les capitales de l'Occident on n'a qu'une préoccupation : faire savoir à Moscou qu'on ne lèvera pas le petit doigt pour faire quoi que ce soit qui puisse être utile aux révoltés ; le soulèvement de l'Allemagne orientale, c'est tout juste une affaire intérieure... russe ! Et les tanks, russes, en conséquence, d'entrer en action.

Trois ans après, l'Histoire se répète. Cette fois, il s'agit de la Hongrie. Tout Budapest se soulève et les insurgés sont si nombreux et si décidés que les troupes russes sont obligées de partir. Elles évacuent non seulement la ville, mais la plus grande partie, et même peut-être la totalité de la Hongrie. cependant que le nouveau gouvernement que le peuple hongrois s'est donné multiplie les appels à l'Occident pour qu'il empêche les troupes russes de revenir en force reconquérir un pays sur lequel Moscou n'a plus aucun droit, même purement formel, puisque le gouvernement hongrois qui a signé l'accord militaire n'existe plus.

Mais aucune réponse n'est faite à Imre Nagy ;

Washington et ses alliés ne bougent pas un soldat ; ils n'envoient même pas la moindre note au Kremlin ; tout comme en 53, leur seule préoccupation est de convaincre Moscou qu'ils n'interviendront point, qu'ils lui laisseront les mains entièrement libres ! Les tanks russes peuvent alors se remettre en marche tranquillement et rentrer à Budapest en triomphateurs !

Comment voulez-vous, après cela, je vous le demande, que qui que ce soit, en Europe ou ailleurs, puisse encore avoir la moindre confiance dans l'Amérique ou dans quelques autres pays d'Occident ? On fait déverser quotidiennement par une armée de valets de plume injures et invectives contre les « communistes » et contre Moscou, il n'y a pas un seul discours d'un homme d'Etat occidental qui ne dénonce le « péril rouge », le président des Etats-Unis fait sa seconde campagne électorale presque uniquement sur le thème qu'il faut délivrer du joug russe les peuples des pays satellites, et l'encre avec laquelle ces discours ont été écrits n'est pas encore sèche que si l'un de ces peuples se soulève et se débarrasse pour un temps du joug abhorré... on le laisse tomber !

Comment, dès lors, tous les peuples, quels qu'ils soient et où qu'ils vivent, ne se détourneraient-ils point de gens aussi lâches ? Comment n'arriveraient-ils pas à les mépriser et leur respect n'iraient-ils pas au seul Etat qui jusqu'ici n'a laissé tomber aucun de ses protégés et à qui il suffit de s'affirmer pour que tout le monde, y compris ses ennemis les plus vociférateurs, s'incline devant lui ? Moscou est un ami solide, tandis que Washington, Londres ou Paris ne sont jamais que des lâcheurs.

Une variante de cette lâcheté se trouve dans le complexe d'infériorité qu'éprouvent en toutes circonstances les Occidentaux à l'égard des Russes.

Les Occidentaux sont convaincus d'avance que dans toute affaire où ils sont susceptibles de se trouver en compétition avec les Russes, ils sont vaincus d'avance.

Un exemple frappant vient de nous en être fourni sur un point secondaire, mais bien caractéristique.

Un sénateur américain, Mansfield, a récemment suggéré qu'on réponde à la demande russe de faire de Berlin-Ouest une ville libre par une observation qui vient tout de suite à l'esprit : pourquoi seulement Berlin-Ouest ?

Berlin est une seule ville, géographiquement et juridiquement. Les accords conclus entre alliés au lendemain de la victoire sur Hitler firent de Berlin une ville unique, administrée par un conseil municipal unique élu par l'ensemble des habitants. Il n'y fut nullement question d'un Berlin-Est et d'un Berlin-Ouest. Il y eut seulement ceci : comme Berlin était occupée par les troupes alliées, on décida que les soldats de chacun des quatre alliés occuperaient des quartiers différents de la ville. Il n'y avait pas de Berlin-Est et de Berlin-Ouest, mais seulement un quartier de Berlin occupé par les soldats américains, un autre occupé par les soldats anglais, un troisième par les soldats français, et un quatrième par les soldats russes. Cette division de Berlin était donc uniquement une affaire militaire, une question de cantonnement, mais elle n'affectait en rien la population allemande de Berlin qui restait tout entière soumise à un même régime, celui défini par les mêmes accords.

Cependant, par un coup de force, auquel, bien entendu, avec leur lâcheté coutumière, les Occi-

dentaux ne s'opposèrent pas, les Russes établirent, en vertu de leur seule décision, sans aucun droit, une séparation entre la partie de Berlin que leurs troupes occupaient et le restant de la ville ; ils empêchèrent que des élections communales n'aient lieu pour l'ensemble de la ville et ils instituèrent une administration particulière pour le quartier que leurs troupes occupaient.

Dans ces conditions, il est manifeste que la seule position logique qui était à prendre par les alliés le jour où Khrouchtchev manifesta son intention de faire de Berlin-Ouest une ville libre est celle que propose aujourd'hui le sénateur Mansfield.

Vous voulez changer le statut de Berlin ? Vous voulez en faire une ville libre ? A priori, nous n'y voyons pas d'inconvénients, mais, évidemment, cela doit s'appliquer à tout Berlin, à ce que vous appelez « Berlin-Est » comme à ce que vous appelez « Berlin-Ouest ». Il n'y a jamais eu dans nos accords qu'un seul Berlin. Si l'on établit un nouveau régime pour Berlin, il faut l'établir pour Berlin tout entier.

Eh bien, cette position si claire et si forte tant au point de vue juridique qu'à celui du simple bon sens, a soulevé un concert d'imprécations en Amérique. Et pourquoi ? Parce que, si l'on réunit les deux Berlin sous un même régime (comme ils n'auraient pas dû cesser de l'être), les non-communistes de l'Ouest vont se trouver mêlés aux communistes qui peuplent en partie Berlin-Est et que, dans ce mélange, les premiers vont nécessairement se trouver convertis par les seconds !

Si pourtant il y a un lieu où l'Occident joue vraiment sur le velours, s'il y a une bataille qu'il est sûr de gagner, ce serait bien celle de Berlin ; personne ne peut douter que dans un Berlin ville libre les « communistes » seraient éliminés en un tournemain, mais cela n'empêche que le sénateur de New-York, Javits, s'écrie : si l'on accepte la proposition de Mansfield, « tout Berlin sera communiste dans six mois » ! Et la plupart des hommes d'Etat américains d'approuver !

Avec de tels froussards, avec des individus qui, alors que la victoire est certaine, se voient battus d'avance, qu'est-ce que vous voulez faire !

Remarquez que si le Département d'Etat faisait sienne la proposition de Mansfield, Khrouchtchev ne l'accepterait sûrement pas, car il connaît beaucoup mieux que Javits ou que l'auteur du livre sur la révolution espagnole, quelles sont les limites du machiavélisme. Il sait que celui-ci permet d'exploiter une situation favorable (comme en Espagne), mais qu'il ne peut rien dans une situation aussi défavorable que celle dans laquelle se trouveraient les Russes à Berlin, si Berlin était réunifiée et libre. Le seul résultat qui serait obtenu si Kennedy faisait sienne la proposition du sénateur, serait donc de montrer une fois de plus au monde combien les Russes craignent toute consultation des peuples, parce qu'ils savent qu'une telle consultation, si elle n'est pas truquée, ne peut être que leur propre condamnation — mais ce serait un résultat. Seulement même ce résultat, l'Occident ne l'atteindra pas à cause de... son complexe d'infériorité.

\*\*\*

Enfin, dernier aspect, mais non le moindre, dudit complexe : l'attitude de l'Occident, et tout particulièrement de l'Amérique à l'égard de ce que l'on a appelé le Tiers-Monde, c'est-à-

dire l'ensemble des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui s'efforcent de sortir de leurs antiques formes de production pour s'en donner de nouvelles, ainsi que de se forger, par voie de conséquence, de nouvelles institutions politiques et sociales.

Or, ainsi que nous l'avons signalé à maintes reprises au fur et à mesure des événements, la politique de l'Occident dans presque tous ces pays a été de s'efforcer de maintenir ceux-ci à tout prix dans le *statu quo*.

Si réactionnaires, si corrompus, si féodaux ou si dictatoriaux qu'aient été les régimes auxquels les peuples de ces pays étaient soumis, il fallait soutenir à fond ces régimes, les tenir à bout de bras par de l'argent, des armes et des hommes, parfois même par des interventions armées, parce que, si ces régimes étaient renversés, ce serait nécessairement Moscou qui en profiterait !

Cette politique du *statu quo* à tout prix fut pratiquée en Chine par le soutien inconditionnel apporté à Tchang Kai-Chek et à son Kouo Min-tang corrompu : elle le fut au Laos par les renversements successifs de Souvanna Phouma et son remplacement par des féodaux noceurs comme Boun Oum ; elle est toujours pratiquée dans le Viet-nam du sud où l'on vient même de renforcer le soutien en hommes et en argent qu'on apporte au népotisme de Ngo Din Diem ; c'est elle également qui fit renverser Mossadegh en Iran et qui fit tenter de renverser Nasser, d'abord en interdisant à la Banque Mondiale de lui accorder le crédit qu'elle avait offert pour la construction du barrage d'Assouan, puis en le faisant attaquer par Israël et finalement en envoyant contre lui des soldats britanniques et français ; c'est elle aussi qui faisait soutenir Noury Saïd en Irak et qui fit intervenir militairement au Guatemala et à Cuba — cependant qu'elle faisait de Salazar et de Franco des membres du « monde libre » afin d'être sûr que leurs dictatures ne soient point renversées.

Certes, intervient ici un autre facteur que la peur de Moscou, un facteur pas plus noble : la défense des intérêts des entreprises occidentales qui sont ou pourraient être menacées par l'institution de nouveaux régimes. Dans l'ensemble, les deux raisons : la peur des Russes d'une part et la défense des intérêts immédiats du capitalisme occidental de l'autre, ont joué un rôle à peu près égal. Cependant, dans certains cas, la première de ces raisons est actuellement prédominante. Au Laos, où il n'existe pratiquement pas de capitaux étrangers, au Viet-nam du sud où les plantations de caoutchouc sont françaises, en Iran où l'industrie pétrolière était entièrement entre les mains des Anglais, en Egypte où Anglais et Français se partageaient presque à eux seuls l'exploitation du pays, la politique réactionnaire de Washington ne peut avoir d'autre motif que la peur qu'elle a que tout changement profite aux Russes. Que le *statu quo* cesse si peu que ce soit, où que ce soit, et alors, comme dit Javits, « tout le pays sera communiste dans six mois » !

Mais c'est ainsi que l'on crée, précisément, le danger que l'on veut éviter.

Car, évidemment, tous les éléments progressistes, « nationalistes », révolutionnaires, qui veulent transformer leurs pays se dressent inévitablement contre l'Occident puisque celui-ci se met en travers de leurs aspirations, et comme, malgré l'Occident, ce sont ces éléments qui sont vainqueurs, parce que leur action, comme dirait l'autre, est « dans le sens de l'histoire », leur victoire a pour conséquence que ce ne sont plus

seulement les peuples mais les gouvernements que l'Occident voit se dresser contre lui. Tous n'ont plus pour l'Occident que haine et mépris, alors qu'ils sont pleins de reconnaissance pour l'Etat qui ne leur a jamais fait que « de bonnes manières » et les a notamment soutenus contre l'Occident chaque fois que cela était nécessaire : la Russie.

Si encore, il y avait en Occident une partie au moins de l'opinion publique qui n'ait point marché avec ses gouvernements ! Mais va te faire fiche ! Tous ceux qui, en Europe occidentale ou en Amérique ne sont pas moscovitaires ou compagnons de route, et surtout ceux d'entre eux qui se réclament d'opinions de « gauche » ou d'« extrême-gauche », ont encore plus le trac que leurs gouvernants. Ils haïssent tout mouvement qui dérange les lignes d'un monde que cependant ils font profession de vouloir changer, parce que, pour eux aussi, tout mouvement ne peut « profiter qu'à Moscou ».

C'est ainsi, par exemple, pour prendre l'exemple le plus récent, qu'ils ne trouvent pas un mot à dire contre les interventions répétées des Etats-Unis à Cuba, mais critiquent à tour de bras les mesures que le gouvernement cubain s'est vu obliger de prendre pour se défendre contre ces interventions.

Comment voulez-vous, alors, que les peuples du Tiers-Monde et leurs militants n'en concluent point qu'en dehors de Moscou ils n'ont ni amis ni défenseurs, que l'Occident tout entier est un bloc dressé contre eux... et contre lequel il leur faut donc se dresser.

\*\*

Le « communisme » quoi qu'on en prétende, n'est pas un diable ; les exorcismes ne suffisent pas à le faire disparaître. C'est par des actes et par des actes seulement qu'on peut le réduire. Par des actes, c'est-à-dire par une politique. Une politique qui ne doit plus être inspirée par la peur et fondée sur le *statu quo*, mais une politique de courage et de progrès. Si un tel renversement ne se produit pas à brève échéance, si les errements des dix dernières années doivent se poursuivre encore une décennie, alors l'Occident est foutu... même sans guerre.

### Est-ce pour cette année ?

Peu après le premier ultimatum de Khrouchtchev sur Berlin, en novembre 59, la « R.P. » publiait les chiffres suivants qui avaient été tirés de documents américains :

— En 1961, la Russie devait avoir 500 fusées intercontinentales et l'Amérique 70.

— En 1962, elle devait en avoir 1.000 et l'Amérique 130.

— En 1963, elle devait en avoir 1.500 et l'Amérique 130.

A partir de cette date, l'Amérique rattraperait la Russie à grandes enjambées.

500 fusées contre 70, est-ce suffisant pour se croire sûr de vaincre ? Toute la question est là.

### L'évacuation est commencée

Au cours du mois dernier, il s'est produit un événement qui a beaucoup plus d'importance pour la fin de la première guerre d'Algérie que les conférences d'Evian ou d'ailleurs : c'est le début de l'évacuation de l'Algérie par les troupes françaises.

Car, il n'y a pas à s'y tromper, quelles que soient les raisons qu'on invoque pour en camou-

fler le véritable caractère, la décision de retrait d'une division d'infanterie et d'une escadrille d'avions conjuguée avec l'annonce que d'autres retraits suivront (on parle de trois autres divisions d'infanterie et de trois autres escadrilles d'avions avant la fin de l'année), n'a pas d'autre signification que celle-ci : de Gaulle s'apprête à évacuer complètement l'Algérie.

Or, lorsqu'une armée évacue un territoire qu'elle occupe, c'est qu'elle s'y avoue vaincue et que les habitants de ce territoire vont pouvoir redevenir libres. Quand Rochambeau fut obligé d'évacuer Haïti, que Bazaine reçut l'ordre d'évacuer le Mexique, et que l'armée de Navarre, après la capitulation de Dien Bien-phu, se mit à évacuer le delta tonkinois, la cause des anciens vaincus était gagnée.

Afin de pouvoir être faite en bon ordre, afin de ne pas trop ressembler à une fuite, et en vertu aussi de considérations logistiques, l'évacuation de l'Algérie s'opérera, sans doute, comme celle de l'Indochine, en deux étapes : en Indochine, l'armée française évacua dans un premier temps le Tonkin, puis, dans un deuxième, l'Annam et la Cochinchine ; il est probable qu'en Algérie, elle évacuera d'abord l'intérieur et une partie de la côte, puis, après un arrêt, le reste de la côte.

La question est de savoir si les Européens d'Algérie qui sont en train de se constituer avec l'O.A.S. une armée et un Etat, ne profiteront pas de l'arrêt intermédiaire pour s'ériger, dans la zone côtière, en une puissance indépendante, capable de résister au F.L.N. par ses propres moyens, au moins un certain temps, tout comme le Viet-nam du Sud est parvenu à résister jusqu'à ce jour au Viet-nam du Nord, bien que les troupes françaises en soient parties.

R. LOUZON.

## Sur la mort de Trujillo

Robert Louzon, qui depuis assez longtemps, quand il s'agit des Etats-Unis, fait flèche de tout bois, devait présenter à sa manière l'explication de l'assassinat de Trujillo. Il est exact que plusieurs personnalités castristes ont immédiatement accusé Kennedy d'avoir organisé l'attentat — comme des personnalités politiques américaines ont accusé les communistes. Mais il ne suffit pas que ces accusations soient portées pour être fondées.

Dans l'histoire des nations d'Amérique latine, ou indo-latine, les assassinats politiques sont chose courante, et le général Juan Tomas Diaz, qui avait organisé l'attentat, était un vieil ennemi du dictateur sanglant. On peut donc admettre qu'il s'agit là d'un des règlements de comptes traditionnels dans cette partie du monde. Mais cela serait trop simple. Surtout, cela ne permettrait pas d'accuser une fois de plus les U.S.A., en oubliant les 200 millions d'habitants des nations satellites de l'Europe de l'Est, les 215 de l'U.R.S.S., les quelque 650 millions de la Chine, les horreurs du Tibet, et le reste.

« Celui qui a fait le coup est celui à qui il profite », écrit Louzon. Le raisonnement est d'une logique occidentale, même cartésienne. Mais il faut ignorer les comportements de la plupart des hommes qui ne sont pas cartésiens, des peuples qui réagissent selon des moteurs psychologiques si souvent différents des nôtres pour prétendre tout expliquer par notre logique. Un assassinat politique ne « profite » pas forcément à son ou ses auteurs, à son ou ses organisateurs. C'est une vérité élémentaire. Chacun peut, en sa mémoire, en trouver des exemples. Le général Juan Tomas Diaz, qui était aussi l'un des agresseurs, savait certainement qu'il y laisserait sa peau. Quel profit

pouvait-il tirer du risque qu'il acceptait ? Il y a bien l'explication-massue des forcés occultes dont il aurait été l'instrument. Mais à moins d'être fou, et un homme, et un général, ne donne pas sa vie simplement parce que le capitalisme d'un autre pays lui dit de la donner. Combien d'attentats anarchistes ont été ainsi attribués à des nations « ennemies », à la franc-maçonnerie, voire à l'Eglise, selon l'opinion des commentateurs !

Mais Louzon a une explication. Trujillo évoluait vers le socialisme, ce qui aurait constitué avec le régime castriste à Cuba, une menace grave contre les Etats-Unis. Ce sont donc eux qui ont organisé le coup. Et pourquoi Trujillo a-t-il, ainsi, brusquement évolué ? Parce que, nous répond Louzon, « son fils, qui résidait en Amérique, ayant été accusé de trop faire la noce, et un diplôme lui ayant été refusé par l'école militaire dont il était, soi-disant, l'élève, Trujillo, en bon roi nègre qui entend que rien ne lui résiste, prit la mouche et se mit à engueuler Washington ».

Signalons d'abord que cela alla beaucoup plus loin. Pour se venger de ce que la presse nord-américaine et plusieurs parlementaires avaient dénoncé la conduite scandaleuse de Rafaël Trujillo junior, et de ce que le même fils avait été recalé aux examens de l'Ecole militaire de Fort-Leaveworth, Trujillo père donna à tous les aspirants et officiers dominicains l'ordre de se retirer des académies militaires américaines. C'était une demi-rupture diplomatique qui se produisait non parce que l'United Fruit avait décidé qu'il en fut ainsi, mais sur la simple décision du dictateur courroucé.

Si l'United Fruit commandait tout dans la République dominicaine, ce que Trujillo pouvait dire ou ne pas dire de Washington lui aurait été absolument indifférent. Pour elle, du moment qu'elle pouvait continuer de récolter et de vendre des bananes, les engueulades de Trujillo contre Eisenhower avaient peu d'importance : les affaires sont les affaires. Mais les choses sont toujours beaucoup plus compliquées que ce que permet de voir le schéma primaire de l'économisme historique.

Car il y a des raisons plus profondes. On sait que Trujillo avait organisé un attentat qui faillit coûter la vie au président du Venezuela, Romulo Betancourt, parce que celui-ci, libéral de gauche, combattait la tyrannie du « benefactor de la patria ». Et au Congrès de l'Organisation des Etats Américains, les Etats-Unis, d'accord avec le Venezuela, demandèrent, et obtinrent, l'expulsion de la République Dominicaine.

Cela provoqua immédiatement un rapprochement entre Trujillo et Castro. Soulignons ce fait, qui en dit long sur la mentalité du « jefe maximo » de Cuba. Pour lui, pour la plupart des dictateurs, l'important est de consolider sa position, de poursuivre ses buts politiques d'expansion et de domination. A retenir.

Ainsi Castro cessa, dès cette expulsion, d'attaquer Trujillo qu'il avait présenté auparavant comme un abominable despote. Et Trujillo parla de « régime socialiste », faisant même, sur le poste Radio-Caraïbe, des avances publiques à l'U.R.S.S.

Cette orientation « socialiste » explique donc, pour Louzon, l'assassinat de Trujillo par ordre des Etats-Unis. Mais quel socialisme allait apporter cette vieille canaille, ce fils de facteur rural qui, parti de zéro, réunissait entre ses mains, et avec sa famille, 76 pour cent de toutes les valeurs du pays ? Lui, et non pas l'United Fruit, explication pas-partout et « savante » de tout ce qui se passe en Amérique centrale ?

Quel socialisme allait instaurer ce satrape qui a fait assassiner au long de ses trente et une années de domination, environ vingt mille personnes, et dont la police privée, répandue dans tous les pays d'Amérique centrale, a recouru maintes fois à l'assassinat individuel des opposants réfugiés tant au Venezuela et à Cuba qu'aux Etats-Unis ?

Quel socialisme allait instaurer ce dictateur qui nommait son fils colonel à l'âge de trois ans, en fait le « protecteur de l'enfance malheureuse » à

l'âge de six ans, et un « brigadier d'honneur » à l'âge de neuf ans.

Il ne pouvait pas même socialiser ce qui ne lui appartenait pas et que, pour la plus grande part, possédaient deux familles : Martinez et Alba, avec lesquelles il était apparenté.

Certes, il s'était rapproché de Castro comme Castro s'était rapproché de lui ; certes, il faisait risette à Moscou, et espérait obtenir son appui. Mais simplement pour, jouant sur les rivalités internationales, consolider sa position politique et ne pas souffrir des répercussions de sa mise hors la loi américaine par les U.S.A. et les autres nations libérales en lutte contre les dictatures traditionnelles.

Et, parmi les vingt mille familles dont un membre a été assassiné, parmi les opposants qui pulvèrent en Amérique centrale, et aux Etats-Unis, et que l'on retrouve même en France, parmi les Dominicains restés sur place, qui ont été victimes des exactions de ce bandit (qui fut aussi un grand organisateur, comme tant de dictateurs), il ne manquait pas d'hommes qui, souhaitant sa mort, étaient disposés à la lui donner.

Plus qu'un coup malpropre des Etats-Unis, c'est à toutes ces autres raisons profondes qu'il faut attribuer la mort de Trujillo, dont l'exécution ne peut que réjouir tous ceux dont l'esprit n'est pas faussé par des partis pris effarants.

Gaston LEVAL.

## Remous au M. N. A.

Le journal belge « La Cité » a annoncé, et le M.N.A. a confirmé, que des membres du cabinet de M. Louis Joxe ont pris contact, fin mai, avec lui, en vue d'engager des négociations et que cette initiative du ministre français a été repoussée par le M.N.A., compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite.

Le M.N.A. estime en effet que son entrée en ligne quinze jours après le début de la conférence d'Evian était difficilement explicable. Il fallait, dit-il, que le M.N.A. soit présent à l'ouverture de la conférence, ou bien que les pourparlers commencent parallèlement au même moment, conformément d'ailleurs à la promesse faite par M. Louis Joxe lui-même à Oran. Le M.N.A., quant à lui, n'accepte pas de servir de masse de manœuvre aux mains des Français.

On rappelle à ce propos que déjà au moment des conversations de Melun, un émissaire du M.N.A. a été reçu à l'Elysée, mais que dès l'annonce de la rupture avec le F.L.N., ces contacts ont été arrêtés.

Il semble que ce refus du M.N.A. n'ait pas été approuvé par tous ses militants, puisqu'on annonçait par la suite qu'un « nouveau monstre » était né : le F.A.A.D., création néo-colonialiste, dans laquelle figurent « quelques individus » ayant appartenu au M.N.A. et à l'U.S.T.A., lesquels viennent d'être exclus de ces deux organisations. Il s'agit de Khelifa Ben Amar, Laïd Kheffache, Boulanouar, Bensed Abderrahmane, Belhadi Lamine et « d'autres individus de moindre importance ».

« La cause de leur départ est, dit-on, qu'ils se sont trouvés mal à l'aise au sein du Parti. Belhadi et Bensed ont été gravement atteints par la maladie de la négociation à tout prix... ils ont fini par se jeter dans ce F.A.A.D. dont les ficelles sont tirées des officines colonialistes, et ont tenté d'entraîner dans ce sillage l'U.S.T.A., le M.N.A. et même nos maquis. »

Un communiqué ultérieur nous informe que Bensed, qui était secrétaire fédéral de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens a été exclu de cette organisation, parce que son activité a été contraire à l'intérêt du syndicat, à sa gestion financière et aux responsabilités s'y rattachant... Il a été remplacé par Oussadou Mohamed, nouveau secrétaire fédéral.

Exécution sommaire, comme on le voit...

# César épouse son temps et joue le grand jeu

Les trois parties du dernier discours de César s'articulent entre elles sans grincement. Si l'on entend des grincements, ils ne sont pas dans le discours. C'est la faute du « petit jeu politique, administratif... syndical ». Le mot est lâché, avec un temps d'hésitation. Mais il l'est, et il fera son chemin.

Première partie : la France épouse son temps en devenant un grand pays industriel. Son taux d'expansion est parmi les premiers du monde. Tout ce mouvement de concentration, de planification, « d'organisation », c'est César qui l'ordonne et qui le mène. Il est interdit de penser que c'est César qui est mené, emporté. Et qu'il pourrait dire : c'est moi le chef... alors, je suis le mouvement.

L'agriculture, elle, ne suit pas. Mais elle s'y mettra bientôt, quand les paysans « auront organisé leurs marchés collectifs et réduit le nombre des intermédiaires ». Alors, après les usines, la France aura « les champs » qu'elle mérite. En attendant, l'urbanisme se développe ; la grande réforme de l'enseignement s'opère sous nos yeux éblouis. En 1962, mille milliards d'anciens francs — vous entendez ! — pour les écoles et pour les maîtres. Quelles écoles, et quels maîtres ? Silence sur ce point. Tout le monde sait qu'en France il n'y a pas de problème de l'école. Là tout n'est qu'ordre et beauté, luxe et calme !

Deuxième partie : l'Algérie. Nous avons trop à faire « chez nous » pour « assumer le destin de peuples colonisés ». Il faut nous « dégager », ne pas « engouffrer à fonds perdus ». Belles expressions d'une sagesse récente ! De 1830 à 1958, « rien n'a été fait » pour ménager la décolonisation nécessaire (1958 est un commencement absolu).

L'Algérie sera un Etat entièrement indépendant. Toutefois, s'il ne s'associe pas à la France, nous « regrouperons provisoirement » et « nous verrons venir ». Parmi ces formules relativement nouvelles, une autre se perpétue : « la rébellion »... Celle-ci a commencé avant 1958 et ne serait-elle pas pour quelque chose (notamment, comme dit César) dans cette grande sagesse décolonisatrice ? En attendant, l'armée française a vaincu sur le terrain, le transfert des troupes est commencé et le temps de service militaire va être réduit de « plusieurs semaines » (sic). Comme vous le voyez — ou plutôt comme on vous le dit — nous marchons en avant de l'Histoire !

Troisième partie : nous avons autre chose à faire que de nous attarder à ces brouilles quand se dessine une grande crise internationale. Ici, le terrain est solide. César a trop facilement raison. Personne ne menace la paix mondiale en Allemagne, sauf ceux qui veulent régler unilatéralement le statut de Berlin. « Il n'y a aucune chance pour qu'ils y réussissent » dit César. Les mois qui viennent diront s'il n'existait aucune chance pour qu'ils troublent la paix mondiale.

Après avoir couvert de son aile ses ministres et, particulièrement, le premier, César en appelle au peuple. « Vous et moi » dit-il. Voilà son grand jeu étalé. Pas d'intermédiaires entre vous et Moi. César peut sans doute prétendre traiter de haut « le petit jeu politique et administratif ». Reste « le petit jeu syndical ». Avec celui-là, ça n'ira peut-être pas tout seul. Il faudrait le faire entrer dans « le grand jeu », l'intégrer en quelque sorte. Mais, selon une probabilité qui demeure assez grande, il y aura encore là une « indépendance » qui s'imposera à César. Le syndicalisme est l'antidote du cézarisme.

## L'enlèvement de Heinz Brandt

Heinz Brandt, rédacteur du journal « Metall », organe du syndicat de la métallurgie de la République fédérale allemande, a été enlevé, le 17 juin, par la police de l'Allemagne orientale, alors qu'il s'apprêtait à suivre, à Berlin-Ouest, les travaux d'une réunion syndicale dont il voulait rendre compte.

Dans un communiqué diffusé le jour même, la police d'Allemagne orientale prétendit que Heinz Brandt « travaillait pour le compte des services d'espionnage occidentaux » et affirma qu'il avait été arrêté à Potsdam, dans la partie orientale de Berlin.

Tous ceux qui connaissent Heinz Brandt savent combien est absurde une telle affirmation. En effet, ce camarade, ancien militant du P.C. allemand (depuis 1929), arrêté et torturé sous le régime hitlérien, traîné, pendant dix ans de prisons en camps de concentration, est un socialiste fidèle à ses idées. Il avait milité, après 1945, au S.E.D. (P.C. de l'Allemagne orientale). Il était passé dans l'opposition après l'insurrection du 17 juin 1953. En 1958, enfin, il était obligé de s'enfuir et rejoignait Francfort où le syndicat de la métallurgie l'embaucha comme rédacteur.

Heinz Brandt est un militant de gauche ; à l'intérieur de son syndicat et à l'intérieur de la social-démocratie allemande dont il était adhérent, il mena campagne contre le réarmement, contre l'armement atomique de l'armée allemande et contre l'« opportunisme » des organisations ouvrières.

Mais en même temps, il se dressait contre le régime de Walter Ulbricht en Allemagne orientale, dont il dénonçait le caractère antisocialiste et oppresseur.

Quel est le but de l'opération menée par les communistes de Berlin-Est ? On veut, d'abord, se venger d'un militant qui a rompu avec ses anciens amis, mais cela n'est que l'aspect mineur de ce forfait. On

veut surtout utiliser Heinz Brandt contre ceux qui, en Allemagne orientale même, protestent contre le régime inique sous lequel ils vivent ; on veut, en qualifiant d'« espion » un socialiste comme Heinz Brandt, préparer un procès contre d'autres éléments — des communistes oppositionnels surtout — qui seraient ainsi les victimes d'un amalgame à la manière des procès de Moscou.

Voilà le but qui s'inscrit également, — et peut-être surtout — dans les perspectives de l'offensive qui est actuellement menée contre Berlin-Ouest, contre les libertés dont jouit la population de la partie occidentale de Berlin.

En d'autres termes, Brandt doit jouer le rôle d'« espion » pour mieux permettre de discréditer et de mater l'opposition intérieure au régime de Walter Ulbricht qui recommence à se manifester.

Une campagne de protestation a commencé en Allemagne ; tout le mouvement syndical a publiquement protesté et pris la défense de Heinz Brandt. La C.I.S.L. a également flétri l'enlèvement de ce militant ouvrier. Aux Etats-Unis, le syndicat des électriciens et celui des ouvriers de l'automobile ont protesté et envoyé des télégrammes à Khrouchchev réclamant la libération de Heinz Brandt. En Angleterre, plusieurs intellectuels de gauche, membres du Labour Party, ont réclamé la libération immédiate de Heinz Brandt.

Les militants français resteront-ils muets ?

*L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro un article de Louis Simon sur le centenaire d'Han Ryner et le compte rendu du livre de G. Galtier-Boissière : « Souvenirs d'un Parisien ».*

# LA GUERRE DES TRACTEURS

Les routes de France ne sont plus sûres. Vous ne risquez plus d'être arrêtés par des bandits de grands chemins, mais par des cortèges de tracteurs qui ont quitté les terrains meubles pour l'asphalte. Ce mouvement paysan fait éclater aux yeux de tous des problèmes explosifs trop longtemps comprimés et il dégage déjà un certain nombre de leçons très générales.

La plus importante sans doute est le recours du monde paysan à l'action directe. Ce n'est certes pas la première fois que le paysan se fâche. L'histoire est prodigue de ces révoltes paysannes. L'intervention du tracteur donne seulement son caractère moderne à la guerre des paysans. Elle est significative.

Ce tracteur balourd sur les routes réservées aux voitures aérodynamiques casse un peu le décor. Avec des tombereaux de fumier, il fait surgir les vrais problèmes sur la scène où l'on jouait des bergeries. Le régisseur — on l'appelle ici : Premier Ministre — fait une colère : « Le gouvernement ne tiendra aucun compte de ces manifestations de violence », dit-il. Personne ne le croit. Et aussitôt, il en tient le plus grand compte. Il ne résout probablement aucun problème, mais il court au plus pressé.

Il faut d'ailleurs regarder de plus près le développement du mouvement paysan. Il est loin de se poser partout de la même façon, en Bretagne comme en Beauce ou en Brie, chez les producteurs bretons de pommes de terre nouvelles et chez les betteraviers bien protégés. Le mouvement parti de Bretagne, sous l'impulsion de jeunes agriculteurs d'avant-garde, n'a plus le même caractère quand, dans certaines régions, il amène des « poujadistes » accrochés à des positions dépassées. La paysannerie a beaucoup moins d'unité réelle que la classe ouvrière qui a déjà perdu quelque peu de son homogénéité.

Les jeunes chefs paysans qui se sont révélés en Bretagne ne se trompent certainement pas là-dessus. On est surpris de leur lucidité et de l'élévation de leurs vues. Ils voient bien au-delà de leur lopin et même de leur province. Ils savent qu'il n'est pas vrai qu'il y ait « trop de pommes de terre ». Ils ne demandent pas à être « défendus » ; ils veulent jouer leur rôle de producteurs utiles dans une société à laquelle ils ne fixent pas de frontière.

Que certains de ces jeunes militants, sortis tout armés de l'action directe, que certains d'entre eux — pas tous — aient fait leur apprentissage dans les Jeunesses Agricoles Chrétiennes, c'est évidemment un point qui doit retenir notre attention, mais non pour boudier et nous réserver. Il serait tout aussi faux de refuser de voir que les Jeunesses Ouvrières Chrétiennes ont donné des militants de valeur au mouvement ouvrier. Nous ne nous avouons pas vaincus dans la conquête d'une jeunesse nouvelle, mais nous avons une dure pente à remonter. Les deux grandes Eglises à prétention universelle, la catholique et la « communiste », ont des moyens que nous n'avons pas. Nos moyens, nous les trouvons justement dans ces mouvements que suscitent les vrais problèmes, où la spontanéité joue son rôle et où se révèlent de jeunes dirigeants populaires qui, hier en core, tenaient le volant du tracteur... ou la manivelle de la machine-outil (et qui les reprendront demain).

Ces paysans ont une vue globale des choses et ils rejoignent les grandes revendications ouvrières quand ils luttent pour une autre répartition du revenu national. Les seules sources de ce revenu, les vraies richesses, viennent des producteurs, de ceux qui travaillent la terre ou les matières industrielles. Contre les formes modernes d'exploitation du travail, ils doivent, revendiquer — ensemble — une

répartition du produit, de leur produit, qui ne fasse pas d'eux les « prolétaires » de la nouvelle pyramide sociale. Cette solidarité se retrouve à l'autre bout du cycle économique : quand il y a « trop » de pommes de terres, alors les prix baissent à la production. C'est une « loi », dira l'économiste libéral bourgeois. Mais il ne dira rien quand le prix ne baissera pas au niveau de la consommation. C'est entre le producteur et le consommateur que se trouvent les rats gras bien à l'abri qui grignotent une bonne part de ce revenu national qu'ils n'ont en rien contribué à produire. Ce problème de la distribution est connu. Depuis quinze ans, on en parle sans y apporter un commencement de solution. Pas plus les « gouvernements faibles » que le « gouvernement fort ». On est surpris que les ouvriers et les paysans n'aient pas ensemble porté l'action directe sur ce terrain. On voudrait pouvoir signaler quelques réalisations des syndicats et des coopératives. Là aussi, ce ne sont pas les gouvernants qui doivent commencer, mais les travailleurs eux-mêmes.

Saint-Nazaire qui, pour plusieurs raisons, est un point névralgique du mouvement de masse en France, Saint-Nazaire a montré l'exemple. Mais cela reste du domaine de la manifestation commune des travailleurs de la terre et des travailleurs de l'industrie. C'est une action commune, des réalisations communes que nous devrions voir s'amorcer.

Cette alliance est sans doute la condition du progrès social. Dans la brochure de Evert Ardivsson, éditée par l'Union des Syndicalistes, sur « l'état de bien-être » en Suède, notre camarade nous montre que celui-ci a commencé avec le véritable traité conclu entre les ouvriers et les paysans pour leur défense commune. Il écrit :

« C'est à cette époque (1918) qu'eut lieu le triomphe formel de la démocratie suédoise alors que les transformations sociales ne devaient se produire que quinze ans plus tard. Nous faisons allusion ici à un événement qui, en Suède, ironiquement, est désigné sous le nom de « traité des vaches », c'est-à-dire le pacte conclu avec les paysans sous la poussée d'une profonde inquiétude sociale. La misère et le fascisme menaçaient la démocratie. Quand, au cours des années 30, le chômage atteignit son maximum et que les paysans eurent à résoudre le problème quasi insurmontable de la vente de leurs produits, le leader qui, à l'époque, dirigeait le parti socialiste, Per Albin Hensson (mort en 1946), prit l'initiative de proposer une alliance politique entre son parti et le mouvement paysan. Le 27 mai 1933, un pacte fut signé, aux termes duquel les partis socialiste et agrarien étaient tenus de se soutenir mutuellement chaque fois que le Parlement devait prendre des décisions d'ordre économique, et cela dans l'intérêt des ouvriers et des paysans respectivement. Pour les ouvriers, il s'agissait des possibilités de travail, et pour les paysans, des prix qui permettaient le paiement des rentes et des amortissements. Les deux facteurs se conditionnaient : ce n'était que si les ouvriers travaillaient qu'ils pouvaient acheter les produits qui faisaient vivre les paysans.

« Le mouvement agraire, dont les traditions étaient bourgeoises et le caractère non socialiste, contribua ainsi à briser la résistance bourgeoise à une politique favorable aux ouvriers qui pâtissaient des conséquences de la crise économique. Ce « pacte des vaches », ce « pudding » représentait en toute simplicité la base de la société de bien-être, du « Welfare state » suédois. Il s'agissait, et il s'agit toujours, de créer une plus grande sécurité économique pour la grande masse de la population, une sécurité organisée politiquement qui diminue le danger qu'une quelconque catégorie perde ses re-

venus, danger qui existe toujours là où fonctionne un marché libre, où interviennent les seules forces économiques ».

Il s'agit aujourd'hui d'une défense commune et d'une action nouvelle contre les derniers profiteurs du marché prétendu « libre », mais aussi et davantage contre les « organisateurs », nouveaux détenteurs du monopole de la direction des affaires. Que les ouvriers producteurs des biens industriels ne laissent à personne d'autre qu'à eux-mêmes le soin de défendre leur condition, c'est indispensable. Que les paysans travailleurs, concourant effectivement à la production accrue des biens agricoles, s'en occupent pour leur compte, c'est un événement que nous saluons. Mais que les uns et les autres mènent ensemble la lutte, que leur solidarité leur soit claire et qu'ils aient la même conscience des barrières à briser et des objectifs à atteindre, voilà sans doute la seule voie du bien-être et de la liberté pour tous.

D'abord, il faut comprendre les problèmes réels des uns et des autres. Il serait bon que nos camarades, disséminés dans les provinces, et qui voient les choses de près, nous disent comment ils les

voient ; ce qu'il y a à soutenir, et aussi ce qu'il y a à rejeter dans les mouvements paysans dont nous sommes les témoins. Il faudrait aussi que l'Union des Syndicalistes, si elle en a les moyens, organise un débat sur cette question primordiale, un débat non entre des philosophes du mouvement de masse, mais entre les acteurs de ce mouvement, du côté paysan comme du côté ouvrier.

R. G.

P. S. — « Le Monde » du 4 juillet nous apporte l'information suivante :

« L'actuel secrétaire général de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles est sympathisant au P.S.U. auquel appartiennent les présidents des chambres d'agriculture de l'Aveyron et du Puy-de-Dôme. Ce dernier, Roland Viel, a depuis longtemps préconisé et appliqué dans son département une union paysans-ouvriers, qui s'étend aux étudiants et aux enseignants de la F.E.N. »

Cet aperçu montre encore mieux combien nous avons besoin de renseignements directs de nos abonnés de province. Nous les attendons.

## Le point de vue d'un propriétaire terrien

*Un des vieux abonnés et amis de la R.P. appartient par son origine à une vieille famille de propriétaires terriens. C'est avec philosophie qu'il voit disparaître ses revenus, comme il a contribué à liquider ses privilèges héréditaires. Mais il est capable de voir clair et de dissiper pas mal de préjugés... Ses propos, tirés d'une lettre adressée à l'un d'entre nous, inciteront à la réflexion ceux qui ne connaissent que les clichés et les slogans dont l'opinion publique et surtout l'opinion ouvrière est encombrée.*

Comme entre 36 et 39 je déplore que la R.P. soit toujours à ce point coupée des milieux ruraux, qu'elle ne puisse inviter à prendre la plume aucun abonné rural valable. Cette carence, malgré mes origines campagnardes, je suis hors d'état d'y remédier ; tout au plus répondant à ta demande de le faire, puis-je mettre sous tes yeux quelques constatations chiffrées. Mes parents, tu le sais, étaient propriétaires fonciers. Depuis 1957, je le suis moi-même.

Il s'agit d'un domaine de 105 hectares, à destination mixte de polyculture et d'élevage dans une région très « France agricole moyenne », à peu près à égale distance de l'infertile et ingrate Sologne et de la Beauce au terrain si favorable à la culture des céréales.

Ces 105 hectares, je les ai d'abord eus trois ans en exploitation *soi-disant directe*. Pour le fisc j'étais moi-même le propriétaire exploitant. En réalité je m'en remettais presque complètement à un « premier domestique » ou « chef de culture ». La terminologie locale varie, mais importe peu. Cet homme de confiance (?) jouissait des avantages suivants : je le payais comme un domestique de première catégorie qui eût fourni sans cesse un gros travail, alors que pratiquement il ne mettait pas la main à la pâte ; je lui donnais un tant % sur toutes les ventes qu'il traitait pour moi. Le résultat financier était médiocre et les recettes annuelles, je l'eus vite compris, ne me permettaient pas, sans engager des investissements que j'aurais bien mis dix ans à récupérer, d'envisager la nécessaire motorisation.

Je cherchais donc un fermier et eus la grande chance d'en trouver un bon, travailleur, honnête, ayant assez d'acquis pour pouvoir acheter un bon tracteur, en en réglant d'emblée la majeure partie du prix.

Le mode de règlement du fermage fut celui adopté sous Pétain : évaluation à tant de quintaux de blé. Le paiement ne se faisant pas en réalité en nature, mais en argent sur la base du prix variable fixé chaque année par le gouvernement. La fixation de

ce chiffre de quintaux annuels se fit à l'amiable, chacun y mettant du sien, à un niveau ni trop haut, ni trop bas, par rapport aux prix pratiqués dans la région. Au bout de six ans le bail a été reconduit par les deux parties sans la moindre discussion.

Mon bénéfice net annuel s'est trouvé assez sensiblement accru, par rapport au système, jugé mauvais par moi, du faire-valoir *soi-disant direct*. Ayant constaté que même dans ces conditions assez favorables, tu le vois, le rapport annuel de ma propriété donnée à ferme ne représentait pas plus de 2 % du capital terres que je possède, et jugeant bas ce taux de rentabilité, je me suis livré à une petite enquête auprès des propriétaires que je connais.

Tout en six ans a corroboré l'indication initiale donnée en 1954 par un de mes amis, propriétaire de huit fermes toutes données à métayage, métayers bien sélectionnés, le propriétaire extrêmement compétent s'en occupant de près : « qu'on s'y prenne par un bout ou par l'autre, il est impossible de faire rapporter à la terre plus de 3 %. Précisons ici que, d'une part, c'est un de ces propriétaires pour lesquels « un sou est un sou » ; de l'autre, il comprend fort bien la peine des hommes et n'hésite pas à servir les intérêts de ses métayers sachant que c'est en réalité le sien.

Quand ses huit métayers se sont motorisés au cours des dernières années, il leur a avancé à chacun la moitié du prix des tracteurs, alors qu'il ne leur devait pas un centime, surtout sans qu'ils le lui demandent, mais après, ils lui en ont été reconnaissants ; il a réalisé aux moindres frais possibles, de remarquables et fort exceptionnels aménagements sanitaires des fermes. Son goût de l'organisation l'a bien servi.

1. Dans la cuisine de chaque ferme, un gros cylindre branché sur l'électricité pour l'eau chaude.

2. Avec entrée distincte pour éviter de souiller le carrelage une pièce pour les ouvriers agricoles retour des champs ; là ils laissent chaussures, bottes en caoutchouc, imperméables, vêtements de travail.

3. Attenante : la toilette avec le lavabo, eau chaude, eau froide, douche, W.C. à siège (pas turc).

4. Pour les femmes : divers avantages pour faciliter en particulier les travaux pour le laitage, le barrattage, etc.

Ayant eu jusqu'ici chaque année besoin de mes 2 % de revenus nécessaires à maintenir un train de vie, qui pourtant n'a rien de princier, je ne sais si je me serais décidé à en distraire chaque année une notable partie (1/4 à 1/3 environ) pour payer les travaux ci-dessus énumérés. Je m'en suis tiré

par un biais, mais *cela est tout personnel et ne vaut nullement pour les autres propriétaires grands ou petits, surtout les petits*. Ayant joint à la maison d'habitation un parc et plus loin un taillis avec réserves qui m'a été laissé avec une proportion plutôt forte d'arbres ayant terminé leur venue, j'en ai chaque année vendu (cela se vend assez bien) juste ce qu'il fallait pour payer maçon, peintre, charpentier, couvreur. Mais ce n'est là qu'un palliatif ; maintenant je n'aurai plus cette ressource. Force me sera d'admettre que je dois rogner sur mes modestes 2 % de rente et les ramener à 1 1/2. Pourquoi mon revenu est-il si faible ? A mon avis avant tout à cause des *impôts*. Certes il y a ce que je paie à l'impôt sur le revenu pour les revenus de ma propriété, mais *cela n'a rien d'excessif*. Non, la grosse charge, c'est l'impôt foncier sur la terre et les bâtiments.

Le percepteur pour l'établir a comme base un revenu *fictif* et faible par hectare cultivé, mais ce chiffre est multiplié par des coefficients variables et *très rapidement croissants* : En cinq ans le rapport *brut* de mon fermage (dont le percepteur ne se soucie pas) est passé de 550.000 a.f. à 580.000. Pendant ce temps le foncier a été :

En 1956 : 100.000.  
 1957 : 108.000 plus 8.000.  
 1958 : 122.000 plus 14.000.  
 1959 : 137.000 plus 15.000.  
 1960 : 165.000 plus 32.000.

Tu me diras : et ton fermier, il est plus intéressant que toi, comment s'en tire-t-il ? Je l'ignore, mais suppose que sa peine est — et je m'en réjouis — un peu moins mal payée que la rente de mon sol. Mais il s'en tire surtout à cause de certaines conditions favorables *rarement réunies ailleurs*. Au départ cet homme et sa femme étaient *propriétaires* d'une petite exploitation, moitié vignoble, moitié culture, près de Sancerre. Estimant à bon droit que c'était d'un trop faible rapport pour élever leurs trois fils, ils l'ont louée et ont pris de ferme une propriété de 50 hectares près de Vailly, aidés par leurs fils à mesure qu'ils prenaient de l'âge ; ils ont fait dans cette exploitation prise à ferme d'assez bonnes affaires. Désirant travailler sur un plus vaste domaine, ils sont venus prendre à ferme ma propriété. La preuve qu'ils avaient des disponibilités, c'est qu'ils ne m'ont demandé aucune avance de cheptel comme cela se fait dans la région quatre fois sur cinq ; et que pour l'achat de leur tracteur j'ai juste eu à les cautionner de ma signature pour leur permettre d'emprunter légalement au Crédit Agricole.

Grâce au tracteur et aux instruments de labour adéquats à celui-ci, pendant huit mois de l'année, le père et un des fils (les autres sont pompiers : l'un à Paris, l'autre atomique à Saclay) réussissent à mener à bien tous les travaux de culture des 75 hectares en terres labourables (les 25 hectares de prés donnent, eux, peu de mal). Pendant les quatre mois des gros travaux de la terre : juin, juillet, août et septembre, ils ne se renforcent que d'un seul domestique, leurs frais de main-d'œuvre, partant d'assurances sociales, etc. sont réduits au minimum. Moyennant quoi, ils vivent assez bien et ne se plaignent pas ou émettent des généralités telles que celles-ci : « Ah ! On peut dire qu'en France, les agriculteurs ne sont pas favorisés par rapport aux autres. » Ils se nourrissent bien, s'habillent convenablement, ont en outre des vélomoteurs, une voiture de tourisme d'occasion assez récente : une 403 de 1957. Ils disposent bien entendu de l'électricité pour s'éclairer, actionner diverses machines qui les aident dans leur travail, tirer l'eau du puits, mais ils n'ont pas l'eau courante à la ferme. Equipés du téléphone, ils ont acquis un gros modèle de frigidaire.

Manquent comme je l'ai déjà dit : eau courante, toilette, W.C. dont j'espère bien les munir dans les années qui viennent.

Bref, pour les différentes conditions favorables ou tout eues au départ ces exploitants agricoles sensés et travailleurs, je situerais leur standard de vie à par exemple, 12/20 par rapport au standard possible des autres exploitants agricoles.

Les situer par rapport à des ouvriers d'usines qualifiés, un tourneur sur métaux, un « Mailleco-

tin » (1), il serait intéressant de le faire, mais tous les éléments me manquent.

Je ne sais si ce qui précède retiendra ton attention, mais je m'y suis étendu avec complaisance, sentant le terrain solide sous mes pieds. M'élancer de là pour donner, comme tu m'invites à le faire mon opinion sur le malaise paysan, c'est littéralement me jeter à l'eau.

Une *remarque capitale* dont l'énoncé figure dans les journaux : en 1959 on croyait encore que le malaise paysan était uniquement lié au « conservatisme, au routinisme paysan ».

Avant tout, disait-on, il leur faut :

1. Se motoriser, même si pour cela ils s'endettent.
2. Mettre sur leurs récoltes trois fois plus d'engrais qu'ils n'en ont mis jusqu'ici, pour élever notablement la rendement à l'hectare des céréales.
3. Sélectionner beaucoup plus rigoureusement plantes et animaux reproducteurs.

Dans l'ensemble, ils ont secoué leurs habitudes séculièrement routinières, chassé leur horreur de « devoir de l'argent », ils ont acheté, rénové et pour cela emprunté et maintenant... c'est la surproduction ou la sous-consommation qui les mettent dans une situation plus mauvaise encore que celle d'il y a cinq ans.

Dire que ces gens-là sont des « esclaves », c'est pure démagogie, dire que leur sort est enviable : avec cinquante-deux semaines de travail par an, peut-on le soutenir ? Certes, ils vivent mieux que leurs prédécesseurs d'avant la guerre de 14 et même d'entre les deux guerres, mais les dents leur ont poussé et ce qu'ils ont de bien-être, leur semble peu de chose à côté de ce qu'ils pourraient avoir. Avec la séculaire routine paysanne, s'en est allée aussi la séculaire résignation paysanne.

Remarque (que je n'ai trouvée dans aucun journal). A la fin de la IV<sup>e</sup> République, un beau jour, le Parlement a à discuter du nouveau code de la route. Certains articles gouvernementaux avaient trait à l'empêchement de circuler, aux entraves à la circulation apportées volontairement par des individus. Les députés qui somnolaient dressent l'oreille, leurs électeurs paysans ne leurs pardonneraient pas de laisser faire qu'on les empêche légalement de se livrer à leur petit jeu de barrer de temps en temps les routes. Les articles sont rejetés à une énorme majorité. D'où ce qui se passe...

Dans l'historique des moyens de revendications collectifs du XX<sup>e</sup> siècle, le « barrage par tracteurs », figurera de 1961. En bonne place à côté des « occupations d'usines de 1936 ». Cela réussit si bien que cela en devient amusant, et, chacun tient à y participer. D'où la contagion ultra-rapide de l'ouest au sud-ouest ; au sud un peu au nord. L'est et le sud-est, étant seuls jusqu'ici épargnés.

Cela réussit d'autant mieux que c'est très bien monté, très bien organisé. Alors pourquoi s'en priver ?

Ces jeunes agriculteurs souvent de la J.A.C., parfois cocos aussi je pense (a-t-on vraiment étudié le « coco-paysan » ? Je ne le crois pas) ne ressentent guère aux ouvriers agricoles et surtout métayers si totalement exploités entre 1880 et 1900 par les propriétaires, dans le Bourbonnais de l'ami Guillaumin. Je les imagine déjà assez évolués pour lire la R.P. à condition que les questions agricoles ne soient pas totalement étrangères à la revue.

Je terminerai sur ceci, sans en exagérer l'importance : c'est la première jacquerie française depuis au moins le XVIII<sup>e</sup> siècle, mon père n'en avait donc jamais vu, seulement de rares menaces. A propos de l'une d'elles, il me dit : « J'espère bien que le gouvernement va trouver le moyen de calmer les paysans, car s'ils venaient à se révolter, tu serais et tout le monde serait, extrêmement surpris de la très grande force de brutalité qui sommeille à notre insu dans tout paysan. »

\*\*\*

Depuis 1945 le nombre des propriétaires exploitants a un peu augmenté, celui des fermiers a beaucoup augmenté, celui des métayers a considérablement diminué. Le métayer est tombé en défaveur et

(1) Personnage des « Hommes de bonne volonté » de Jules Romains : type d'ouvrier qualifié parisien en 1908.

une loi de fin 44 permet à tout métayer qui le demande officiellement à son propriétaire de devenir fermier.

Remarquez qu'en 1944, mon ami avait huit métayers, il a encore les huit mêmes métayers ou leurs enfants. La formule n'est donc pas si défavorable aux parties prenantes, à condition qu'elles s'entendent bien.

*Question pertinente.* Si la terre rapporte si peu, c'est que sa valeur en capital est surestimée, la loi de l'offre et de la demande doit peu à peu déclencher une baisse qui, du coup fera que la rente de la dite terre dépassera les fameux 2% et que les exploitants seront mieux rémunérés de leur peine. Oui, c'est un non-sens en 1961 de rester propriétaire terrien. Un de mes cousins qui réussit de fructueuses opérations en Bourse, vient de vendre un gros prix une importante propriété en sol riche ; en employant en valeurs — en actions, non en obligations — il va doubler au moins son revenu.

Ces actions donnent ces dernières années un assez faible revenu, guère plus de 3% l'an, mais ce que l'on ne sait pas assez c'est que sans jouer à terme, ni même au comptant, rien qu'en gérant bien son portefeuille, tel que je connais a vu du 1<sup>er</sup> janvier 59 au 1<sup>er</sup> janvier 60 avec un franc stabilisé, s'accroître sa fortune de 55%, tel autre de 45%.

Cela n'étant pas un revenu, n'est bien entendu pas imposable.

Prendre l'argent où il est ? Mais là en particulier,

\*\*\*

Et pourtant ! dans l'ensemble ceux qui ont de la terre la gardent. Beaucoup qui n'en ont pas cherchent à en acheter, pourquoi ?

Pour les uns : traditionalisme, pour d'autres, désir de paraître, d'avoir des biens au soleil, pour d'autres, possibilité de chasse, de pêche, etc.

Pour un très grand nombre de riches, simplement ceci : « Ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. »

J. L.

## Parmi nos

# LETTRES

### Notre « anticommunisme »

De VAN REUSEL, de Bruxelles :

*Je ne voudrais pas te quitter (lettre à Charbit) sans te dire tout l'intérêt que j'ai pris à la lecture de la R.P. de mai et, particulièrement, de juin. Je sais le sempiternel reproche que l'adversaire nous fait d'être, à la R.P., le dernier refuge des « anticommunistes de gauche ». Je croyais que nous nous étions déjà suffisamment expliqués. Je m'étais trompé. Les six pages d'Hagnauer viennent réexposer notre position à ce sujet, toujours d'actualité, lumineux, complet et passionné. Il est vrai, notre ressentiment vis-à-vis du communisme peut être comparé au sentiment d'une irrémédiable déception causée par un malheureux premier et unique amour. La Révolution russe a été notre première maîtresse. Nous continuons à souffrir de nos illusions perdues, et tout notre comportement en reste imprégné. Que pouvons-nous faire d'autre que d'arracher le masque soviétique que le Thermidor russe porte sur sa laide face ? C'est une des tâches que nous nous sommes assignées. C'est ce qui fait l'honneur de notre R.P. et une partie de notre raison d'être.*

*J'ai aussi lu le pensum signé E. Leunois, me demandant tout d'abord s'il ne s'agissait pas d'une galéjade ou d'un procédé consistant à s'écrire des boutades afin de se permettre une réputation facile. Mais non, ma très haute estime pour les camarades*

*de la R.P. ne me permet pas de leur imputer un procédé de ce genre. Ce Leunois est donc une jeune pousse nouvellement éclos à la politique, l'écume de la nouvelle vague post-stalinienne...*

### Hommage à Louzon

Lu dans TEMOINS de J.-P. Samson, à Zurich, une large citation de Louzon d'avril dernier annonçant la seconde guerre d'Algérie : celle des « pieds noirs » contre les « bicots ». Et cette citation est accompagnée des commentaires suivants :

*Ici, nous ne sommes pas souvent d'accord avec Robert Louzon, dont, comme j'ai eu plus d'une fois l'occasion de le dire à Pierre Monatte, la lucidité trop souvent simplifiante (c'est presque une contradiction dans les termes), engendre si fréquemment, en dépit de toutes les qualités de l'homme, paralogismes et jugements spécieux. Mais cette fois-ci, il faut reconnaître que le fécond polémiste et fidèle membre du « noyau » de la « Révolution Proletarienne » vient de faire preuve d'une perspicacité quasi visionnaire. Dans un article écrit le 8 avril (R.P. d'avril 61), Louzon, tout comme s'il avait déjà pressenti et le putsch militaire du 22 et la consécutive recrudescence du « contre-terrorisme » à laquelle nous n'avons pas fini d'assister, intitulait l'une de ses notes « La seconde guerre d'Algérie est commencée ».*

### Pas de trêve en Algérie

D'un vieil abonné parisien :

*J'apprécie beaucoup le talent de Louzon. Nul mieux que lui ne sait découvrir les aspects inattendus de certains problèmes et forcer le lecteur à y réfléchir à nouveau. Ce qui est précieux. Mais souvent il se laisse emporter par la passion. Voilà que son amour sans frein pour le monde arabe — et seulement pour ceux parmi les Arabes qui ont sa sympathie — l'incite à traiter comme des colonialistes ceux qui se permettent d'exprimer les moindres réserves sur leur conduite.*

*On doit approuver le F.L.N. quand il refuse la trêve. Et comme — Louzon nous en prévient — la deuxième guerre d'Algérie sera encore plus longue que la première, nous devons nous résigner à voir « pieds noirs » et « bicots » continuer à s'entretuer. « Ce n'est que par la guerre que la paix pourra sortir », écrit-il.*

*On a donc eu tort de croire que la négociation pouvait conduire à la paix !*

*Mais Louzon a jait, le mois dernier, une autre découverte : ce sont des tueurs israéliens du « groupe Stern » qui se seraient transportés en Algérie pour servir d'instructeurs aux gens de l'O.A.S. et leur montrer comment organiser leurs attentats.*

*Je trouve que Louzon se montre vraiment trop crédule devant une telle information. En tout cas, vraie ou fausse, elle fournira aux Arabes de partout — qui n'en avaient vraiment pas besoin — un argument de plus pour vouloir supprimer purement et simplement l'Etat d'Israël.*

*Quant à savoir ce que deviendraient les deux millions de Juifs israéliens si ce dessein se réalisait, on aimerait savoir si cette question inquiète tant soit peu Louzon.*

## ERRATUM

Dans l'article de notre numéro de juin, intitulé « Congrès de la C.G.T., congrès d'ordre », on fait dire à Guilloché : « Pastre, du Syndicat des services pénitentiaires, un des leaders du M.S.U.D., n'aura pas droit aux mêmes faveurs ; il ne sera même pas fait mention de son exposé qui, reconnaissons-le, fut très terne. »

Or, Guilloché avait écrit : fut très ferme. L'erreur aboutissait à lui faire donner, sur l'exposé du camarade Pastre, une appréciation péjorative qu'il n'avait pas. En outre, elle pouvait sembler fournir une excuse à la fausse indifférence des dirigeants de la C.G.T. à l'égard de cet exposé.

La mise au point est faite.

# L'ESPRIT D'AUTREFOIS DISPARAIT DES KIBBOUTZ

Le mouvement kibboutz est en régression. Les pionniers avaient créé des kibboutzim (villages collectifs) dans toute la Palestine et, plus tard, dans tout Israël. Ces colonies étaient établies sur le principe du socialisme sioniste qui préconisait la culture des terres par des coopératives et une aide mutuelle fondée sur le travail non rémunéré.

Maintenant les descendants des premiers pionniers s'en vont et nulle part un sang nouveau n'a afflué à un rythme qui approche des besoins. Privés d'une main-d'œuvre qui permette à leurs fermes et à leurs usines de continuer à fonctionner, les kibboutzim ont embauché des journaliers : « C'est couper la branche même qui nous supporte », gémit l'idéologue du kibboutz. « Notre société ne peut pas survivre si elle contient deux classes de travailleurs. »

## MARAIS ET MALARIA

Les kibboutzim ont fait du chemin, en effet, depuis la première collectivité composée de six laboureurs, de deux gardiens, d'un secrétaire comptable, d'un travailleur en réserve, et de deux femmes chargées du ménage ; ils s'étaient établis il y a cinquante ans dans la vallée marécageuse, infestée par la malaria, là où le Jourdain se jette dans la mer de Galilée. Il s'est développé un réseau de quelque 250 villages communautaires comptant 85.000 membres. Leur influence a été beaucoup plus considérable que leur puissance numérique : ils fournissent, estime-t-on, 30 % des produits agricoles dans cette région, et 6 % de la production industrielle, bien qu'ils ne représentent que 5 % de la population. Dans le cabinet de M. Ben Gourion, quatre ministres sur seize, et une proportion semblable des membres du Knesset (Parlement) viennent des kibboutzim.

Néanmoins, l'importance politique des kibboutzim en tant que tels a décliné depuis la création de l'Etat d'Israël. Lorsque les Juifs étaient une minorité luttant pour s'assurer une assise politique, leur rôle était très important. Les fermes collectives étaient l'instrument idéal de la colonisation des terres, elles étaient aussi le moyen le moins cher et le plus efficace d'absorber un grand nombre d'immigrants. Leurs sociétés homogènes en ont fait les bases les plus appropriées pour effectuer des opérations clandestines : comme la fabrication et le stockage en secret d'armements illégaux, l'entraînement des forces paramilitaires, et l'acheminement des cargaisons d'immigrants illégaux débarqués clandestinement. Mais dans la douzième année de l'indépendance d'Israël, les besoins du moment sont : la réalisation de l'indépendance économique et l'intégration des immigrants ; d'autre part, les besoins du pays se heurtent à l'idéologie kibboutz, qui réduirait l'expansion économique plutôt que d'utiliser de nouveaux immigrants dans les communes.

## UNE REGLE ASSOULIE

La prospérité des colonies les plus anciennes a transformé la façon de vivre des kibboutzim. Même dans les bastions à tendances égalitaires du mouvement de gauche Hashomer Hatzair, les membres possèdent maintenant une garde-robe, des radios, des peintures et des bouilloires électriques individuelles, et aussi des provisions de thé, de café et de biscuits pour recevoir des amis. Nous sommes loin de l'époque héroïque où les Israéliens retiraient d'un fonds commun des vêtements du même modèle qui leur allaient plus ou moins, en échange de vêtements sales qu'ils remettaient à la banchisserie communautaire. On avait coutume de considérer que prendre le thé dans sa propre chambre était une infraction choquante à l'étiquette du kibboutz.

On a tendu également vers une plus grande originalité pour élever les enfants du kibboutz. Les irréductibles se montrent encore intransigeants et veulent qu'on les élève dans un cadre communautaire, en ne permettant aux parents de passer près d'eux que leurs heures de loisirs. Toutefois, répondant aux désirs manifestés par les

mères des kibboutzim de remplir leur rôle naturel, certaines colonies leur donnent une responsabilité accrue et les chargent de s'occuper de leurs enfants. Les irréductibles ont même réformé l'éducation. Pensant que les garçons et les filles qui s'asseyaient ensemble sur le pot de chambre lorsqu'ils étaient bébés créeraient entre eux des rapports de camaraderie détendus s'ils continuaient à partager des chambres à coucher et des douches, les kibboutzim de l'Hashomer Hatzair ont mélangé les sexes jusqu'à l'âge de 18 ans. Maintenant, ils reconnaissent que c'est contraire à la nature.

Les anciens ont des idées raisonnables sur les réformes sociales et éducatives. Ils estiment que les vieux principes sont nés par la force des choses, alors que les kibboutzim comprenaient surtout des célibataires à faibles revenus, fréquemment au chômage ou malades et à peine spécialisés. Maintenant qu'ils ont acquis une prospérité suffisante, les objections qu'on pouvait faire aux possessions individuelles ne tiennent plus. Les réformes ne sont plus en désaccord avec l'idéologie de base : « De chacun, selon ses capacités ; à chacun selon ses besoins ».

On considère toutefois l'embauche de salariés comme diamétralement opposée à l'idéologie fondamentale. On l'instaura pour la première fois au cours de la seconde guerre mondiale, quand les importations se trouvèrent réduites et que la population et l'armée réclamèrent davantage d'aliments et de produits. Lorsqu'ils embauchèrent des ouvriers pour accroître la production en vue de l'effort de guerre, les kibboutzim croyaient à une mesure temporaire.

Toutefois, les masses d'immigrants qui pénétrèrent dans le pays après qu'Israël eut ouvert ses frontières toutes grandes, évitèrent les kibboutzim. Il n'y avait, parmi les immigrants, que peu d'idéalistes préparés en Europe dans les mouvements de jeunesse sionistes, principal réservoir de la main-d'œuvre kibboutz avant la guerre. Des épaves, venues des camps nazis libérés, constituèrent la première grande vague d'après-guerre. L'afflux suivant, issu de pays orientaux primitifs, aux traditions de famille patriarcales, ne convenait pas non plus aux communautés. Le vaste flot des réfugiés venus des pays communistes avait horreur de tout ce qui ressemblait au kolkhoze, bien que le kibboutz soit une société volontaire, indépendante du gouvernement, à la différence de la ferme collective soviétique.

Pour celui qui est né en Israël, les kibboutzim ont également perdu de leur prestige. Avant la création d'Israël, il y avait dans le pays une surabondance d'intellectuels éduqués à l'euro-péenne et on avait besoin de main-d'œuvre pour amender le sol. Les propagandistes sionistes parlaient volontiers avec lyrisme des professeurs qui avaient contracté la malaria en drainant les marais de la Terre Promise.

Alors que le mouvement kibboutz tout entier proclame religieusement sa résolution d'éliminer les salariés, les fractions modérées remettent la bataille à plus tard, estimant que l'absorption des immigrants et la lutte pour assurer l'indépendance économique méritent la priorité. Les partis de gauche, d'ailleurs, démontrent qu'on devrait confier cette tâche aux entreprises capitalistes, non aux kibboutzim.

Ils ont entrepris de réduire le nombre des salariés et ont obtenu quelques succès, principalement dans le secteur agricole. Ils ont réorganisé la culture ; ils ont préféré la culture des légumes, qui réclame une main-d'œuvre saisonnière, aux récoltes industrielles, qui demandent plus d'outillage. A l'époque des moissons, ils ont fermé les écoles des villages, fait des heures supplémentaires, invité des volontaires venus des villes, et rempli les fonctions d'hôtes dans les « ulpanim » (institutions où l'on offre gratuitement à de nombreux immigrants des cours d'hébreu et d'adaptation en échange d'un travail d'une demi-journée dans les champs).

## Le Doré Constant-Eugène

*Le camarade Maitron nous adresse cet extrait du « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français » en préparation, qui nous révèle la figure originale d'un fondateur de la section brestoise de la Première internationale, ouvrier pratiquant déjà le refus de parvenir et s'opposant à tout respect de la hiérarchie.*

Le Doré est né à Brest (Finistère), le 3 septembre 1840. Fils d'un ajusteur au port. Il eut, au moins, huit frères et sœurs.

Une lettre du Colonel directeur d'Artillerie de la Marine au Vice-Amiral, préfet maritime à Brest, en date du 27 novembre 1870, donne sur Constant Le Doré les renseignements suivants :

« Est entré en juillet 1860 comme journalier au magasin général ; en mars 1862, il fut nommé « écrivain de comptabilité » au service de la Direction d'Artillerie de la Marine. Sa conduite privée « a constamment été bonne » et il mène une vie « austère ». Il ne manque pas « d'une certaine capacité » mais son caractère est « fantasque » et son esprit « difficile avec ses chefs » (sic). Il montre « une attitude froidement hostile à toute subordination hiérarchique. Imbu d'idées fausses mais très arrêtées chez lui, sur les conditions de l'organisation sociale, il a refusé, le 21 août 1868, un avancement à l'ancienneté au grade et à l'emploi de **Commis de comptabilité**, déclarant que, dans sa manière de voir, toutes distinctions hiérarchiques étant contraires à la justice, et l'organisation de la société devant être fondée sur la justice, il préférerait, plutôt que d'enfreindre pour sa part la condition fondamentale de cette organisation, conserver un emploi subalterne : emploi qui, je le dis en passant, et jusqu'à un certain point à sa louange, lui donnait à peine de quoi ne pas mourir précisément de faim. »

« Esprit troublé », au dire du colonel, Le Doré « ne reconnaissait pas de chef, mais simplement des collaborateurs. Ainsi son chef de Corps, le Directeur de l'Artillerie, le Commissaire général, le Préfet maritime n'étaient à ses yeux que des collègues, des collaborateurs auxquels, en dehors de sa part de collaboration, il ne devait rien ».

Mettant ses théories en application, Le Doré manqua de respect envers l'inspecteur général de l'Artillerie en tournée à Brest — il garda son chapeau sur la tête à l'appel de son nom et demeura assis lorsque l'inspecteur entra dans le bureau où il travaillait — et, de ce fait, il fut frappé, le 23 juillet 1869, de cinq jours de suspension d'emploi.

En septembre de cette même année, il fonda, avec un ami d'enfance, Louis Pindy, la Section brestoise de l'Internationale dont il devint secrétaire-correspondant et qu'il fédéra en avril 1870 avec les Sections parisiennes. D'après une lettre au Parisien Combault, du 23 avril, une réunion de la Section, tenue la veille, avait réuni « 16 membres votants ». Arrêté le 3 mai, en raison de cette appartenance, il fut relâché le 7 juin ; mais, le 23 juillet suivant, le Tribunal correctionnel de Brest le condamnait à deux mois de prison et 50 francs d'amende. Le 26 juillet il était congédié de l'arsenal.

Constant Le Doré fut l'initiateur, fin septembre, de la constitution d'un comité de surveillance et de défense nationale d'une vingtaine de membres, destiné à remplacer le conseil municipal. Ce comité fut définitivement constitué le 1<sup>er</sup> octobre au cours d'une réunion publique. Le lendemain une tentative eut lieu pour s'emparer de l'Hôtel de Ville mais elle échoua. Quatorze inculpations suivirent, mais le Conseil de Guerre ne prononça que quatre condamnations. Pour « attentat contre la sûreté de l'Etat », Constant Le Doré fut condamné, le 27 octobre, à deux ans de prison et 50 francs d'amende. Il fut gracié le 13 décembre suivant. Quelques jours auparavant — le 10 — il écrivait au Ministre de la Justice à Tours qu'il était « le plus innocent et le plus honnête homme qui se puisse trouver » et que,

« du fond de son cachot », il renouvelait « au nom du salut de la Patrie, au nom du salut de la France, la demande suivante :

« ... Paraitre immédiatement devant la délégation du gouvernement, à Tours, pour y faire une communication très importante. **Affaire d'Etat**. »

Nous ignorons quelles révélations Constant Le Doré se proposait de faire...

Que convient-il de penser de la tentative avortée de Le Doré et de ses compagnons ? Selon le Préfet du Finistère — lettre du 2 novembre 1870 à M. le Directeur délégué de la Surveillance générale à Tours : « La Garde nationale effarouchée, l'appareil militaire de l'état de siège commandé par un vice-amiral, lui ont seuls donné de l'importance ». Il semble bien qu'il en ait été ainsi puisque l'essai sans antécédents fut sans lendemain et réduit lui-même à peu de chose.

Réintégré à l'arsenal, Le Doré recommença à militer. En août 1874, lors de l'arrivée à Brest du Maréchal Mac-Mahon, Président de la République, il prit l'initiative d'une manifestation. Au passage de la voiture présidentielle, il poussa un vigoureux « Vive la République » qui servit de ralliement aux socialistes épars dans la foule. Un cortège se forma, comprenant ouvriers et marins qui, empruntant des rues transversales, défilèrent en chantant « la Marseillaise ». Gendarmerie et police dispersèrent les manifestants.

Le Doré mourut, le 31 octobre 1881, rue Kerfautras, à son domicile, d'une insuffisance auriculo-ventriculaire. Il était célibataire.

Sources : Arch. Nat. BB 24/724, N° 6.863 ; Arch. P.Po B a/439 ; Arch. Dép. Finistère non classées ; Arch. du Port de Brest, 2 A 2/326, 333, 338 ; Etat Civil de Brest.

## Louis Dumas

C'est avec un terrible sentiment de déchirement que j'ai appris la mort de Louis Dumas qui fut le fondateur de la *Fédération internationale des Associations d'instituteurs* et longtemps *secrétaire pédagogique du Syndicat national des Instituteurs*.

La différence d'âge compte peu lorsqu'il s'agit de la génération qui s'est consacrée au syndicalisme universitaire pendant l'entre deux guerres. Dumas, normalien d'Auteuil, combattant de la guerre de 1914-1918, d'origine ouvrière, avait subi l'influence d'Albert Thiery et de la *Vie Ouvrière*.

Comme son ami et « alter ego » Georges Lapiere, il était foncièrement syndicaliste et internationaliste. Comme son aimé Louis Roussel, il aimait « la classe ouvrière », sa classe sociale, il l'aimait sans discrimination tendancieuse, et avec l'originalité qui caractérisait toutes ses interventions, il avait même conçu une théorie de l'unité utilisant toutes les tendances selon les nécessités de l'action, parce que toutes lui semblaient déterminées par des « vocations individuelles ». Le combattant « révolutionnaire » lui paraissait aussi nécessaire que l'administrateur réformiste.

Retraité depuis 1939, paralysé (suite d'une blessure de guerre) dans ses dernières années, Louis Dumas avait gardé une vigueur et une jeunesse intellectuelles, une fraîcheur d'enthousiasme dont ses cadets pourraient tirer un heureux modèle.

C'était un remarquable pédagogue, précurseur des méthodes nouvelles. Il avait donné dans la *Revue de l'Enseignement*, vers 1922, un cours d'histoire basé sur l'étude des documents, dont la réédition m'a toujours paru souhaitable.

Ajouterai-je que Dumas demeurerait un fidèle abonné de la R.P. — comme il fut, je crois, abonné de la *Vie Ouvrière* de Monatte avant 1914 ? — Lorsque nos opinions sur le drame algérien avaient provoqué quelques désabonnements, Dumas m'écrivait qu'il était souvent violemment heurté par la lecture de la R.P. « Raison de plus pour la lire, ajoutait-il. Quand l'esprit vieillit, il faut pour le réveiller une douche revigorante. » Quelle leçon pour les jeunes !

Ajouterai-je encore que Dumas joignait à ses hautes qualités intellectuelles, une sensibilité délicate et efficace, et que son cœur fraternel se révélait souvent sous les railleries spirituelles de ce vieux gavroche parisien.

R. H.

# LES FAITS DU MOIS

**JEUDI 1er JUIN.** — A Paris le général De Gaulle et le président Kennedy se sont mis d'accord sur Berlin.

Les généraux Challe et Zeller sont condamnés à 15 ans de détention.

Roger Gavoury, commissaire central d'Alger, est assassiné.

Le 31<sup>e</sup> Congrès de la C.F.T.C. se réunit à Issy-les-Moulineaux.

**VENDREDI 2.** — Le roi du Maroc a constitué un nouveau gouvernement.

**SAMEDI 3.** — Rencontre à Vienne de MM. Khrouchtchev et Kennedy.

**DIMANCHE 4.** — Premier tour des élections cantonales.

Les agriculteurs manifestent à Morlaix et détruisent les urnes électorales.

**MARDI 6.** — M. Ben Gourion est reçu par le général De Gaulle, qui déclare : « Israël est notre ami et notre allié ».

**JEUDI 8.** — Echec de la conférence sur le Laos.  
**SAMEDI 10.** — L'O.N.U. invite le Portugal à cesser la répression en Angola.

Nombreuses manifestations paysannes avec obstruction des routes à l'aide de tracteurs.

**DIMANCHE 11.** — Second tour des élections cantonales : gain de l'U.N.R. ; recul des radicaux, des modérés et du P.S.U. ; dérouté des poujadistes.

**LUNDI 12.** — Admission de la Grèce au Marché Commun des Six.

**MARDI 13.** — Suspension de la conférence d'Evian sur l'initiative des délégués français.

**VENDREDI 16.** — Nouvelles menaces de M. Khrouchtchev sur Berlin.

Le patronat français demande la limitation des charges de Sécurité sociale.

**SAMEDI 17.** — Le gouvernement prend une série de mesures en faveur des paysans bretons.

Commémoration en Allemagne occidentale de l'anniversaire de la révolte ouvrière de Berlin-Est du 17 juin 1953.

**DIMANCHE 18.** — Nouvelles manifestations paysannes dans plusieurs départements.

**LUNDI 19.** — Les trois princes laotiens tentent de se mettre d'accord à Zurich.

**MARDI 20.** — Attentat contre les locaux d'Afrique Action à Paris.

Le président de la République fédérale allemande, M. Luebke, en visite officielle à Paris.

La Grande-Bretagne accorde l'indépendance au Koweït.

**MERCREDI 21.** — Un décret autorise le gouvernement à réquisitionner les internes des hôpitaux en cas de grève.

L'Assemblée nationale lève l'immunité parlementaire du député d'Alger Marc Lauriol.

**VENDREDI 23.** — La R.A.U. nationalise le commerce d'exportation du coton.

Les deux dirigeants paysans arrêtés à Morlaix sont acquittés par le tribunal.

De sa seule autorité, le général De Gaulle a pris quinze « décisions » en vertu de l'article 16.

**SAMEDI 24.** — Le général Kassem proclame que le Koweït fait partie de l'Irak.

**MARDI 27.** — Les paysans de l'Aude et de l'Hérault bouchent des passages à niveau et interrompent le trafic ferroviaire.

L'Assemblée nationale refuse d'examiner les affaires inscrites à son ordre du jour par le gouvernement.

A Bruxelles, la centrale syndicale condamne, par 727.000 voix contre 331.000, la proposition d'André Renard de séparation des Wallons et des Flamands.

**MERCREDI 28.** — Le général De Gaulle envisage le partage de l'Algérie si l'indépendance avec l'association n'est pas obtenue.

**VENDREDI 30.** — Scission chez les étudiants par la création d'une nouvelle fédération à Montpellier.

La Grande-Bretagne envoie des troupes au Koweït.

## D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUIN 1961

### RECETTES :

Abonnements ordinaires .....	1.099 »	
Abonnements de soutien .....	158 »	
		1.257 »
Souscription .....		151 »
Vente au numéro .....		38 »
Vente des livres et brochures .....		34 »
Publicité (50 NF) et divers (1 NF) .....		51 »
		<hr/>
Total des recettes .....		1.531 »
En caisse à fin mai .....		923,56
		<hr/>
		2.454,56

### DEPENSES :

Frais d'exploitation .....		29 »
Autres frais généraux .....		58,25
		<hr/>
Total des dépenses .....		87,25
En caisse à fin juin :		
Espèces .....		29,44
Chèques postaux .....		2.337,87
		<hr/>
		2.367,31
		<hr/>
		2.454,56

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Raymond Baranton (Paris), 28 ; Marcel Bavard (Côte-d'Or), 25 ; Maurice Fradin (Paris), 25 ; Madeleine Léger (Paris), 25 ; J. Vonau (Paris), 30. — Total : 158 NF.

### LA SOUSCRIPTION

Ramon Alvarez (Paris), 2 ; Baldacci (Gard), 5 ; Marthe Bigot (Paris), 5 ; Edmond Birocheau (Deux-Sèvres), 5 ; Antoine Borle (Gironde), 5 ; Robert Buren (Côte-d'Or), 5 ; Yves Caps (Gironde), 2 ; Renée Cellier (Loire), 5 ; J.-R. C... (Paris), 3 ; Galibert Chestier (Cher), 3 ; Conti (Suisse), 2 ; Maurice Delage (Indre), 3 ; Gaston Delarue (Paris), 5 ; E. Delusme (Seine), 5 ; Jean Duperray (Loire), 9 ; Boris Falaha-Lumil (Paris), 2 ; Henri Faulconnier (Côtes-du-Nord), 5 ; Paul Florent (Paris), 3 ; Maurice Jasson (Calvados), 5 ; Alexandre Jutier (Allier), 5 ; Michel Lejeune (Seine), 2 ; Raymond Le Ray (Seine), 5 ; Pierre Mader (Paris), 5 ; Jean Mahé (Finistère), 5 ; J. Maloriot (Loire), 2 ; Armand Muratet (Haute-Garonne), 5 ; Joannès Odín (Rhône), 3 ; Charles Patat (Paris), 10 ; Pierre Perat (Aisne), 3 ; Pierre Perlé (Seine), 3 ; Georges Petit (Paris), 5 ; Maurice Ruffin (Paris), 5 ; A. Sadik (Paris), 3 ; Roger Sentenac (Alpes-Maritimes), 5 ; Françoise Sertet (Ardèche), 3 ; L. Vautrety (Saône-et-Loire), 3. — Total : 151 NF.

# LES OCCASIONS DU MOIS

## LIVRES NEUFS

- Gérard WALTER : **Histoire du Parti Communiste Français**. Des origines à 1939. Vol. 14 × 19, 392 pages, Ed. Somogy, Paris 1948 ..... 3,50 NF
- Gérard WALTER : **Histoire des Jacobins**. In-12, 384 pages et 16 planches hors-texte. Ed. Somogy, Paris 1946 ..... 3,50 NF
- Bertran RUSSEL (Prix Nobel) : **Les dernières chances de l'homme**. Traduit de l'anglais. In-16 jésus, 256 pages. Ed. Horay, Paris 1952 (Prix d'édition : 480 F) ..... 2,70 NF
- Frederick POLLOCK : **L'Automation**. Ses conséquences économiques et sociales. Traduit de l'allemand. Préface de Georges Friedmann. Vol. 14,5 × 22,5, 258 pages. Ed. de Minuit, Paris 1957 (Prix d'édition : 1.500 F) ..... 5,00 NF
- Walter KIAULEHN : **Les anges de fer**. Origine, histoire et puissance des machines, de l'Antiquité au XIX<sup>e</sup> siècle. Traduit de l'allemand. In-16 jésus, 384 pages. Nombreuses illustrations. Ed. Horay, Paris 1954 (Prix d'édition : 780 F) ..... 3,50 NF
- Michel RAGON : **Histoire de la littérature ouvrière et paysanne**. Du Moyen-Age à nos jours. Préface d'Edouard Dolléans. Vol. 14 × 19, 222 pages. Editions Ouvrières, Paris 1953 (Prix d'édition : 510 F) ..... 3,00 NF
- Magdeleine PAZ : **La vie d'un grand homme : George Sand**. Vol. 13,5 × 18,5, 366 pages. Cartonné. Ed. Corrêa, Paris 1947 ..... 4,00 NF
- O. W. RICHARDS : **Les insectes sociaux** (guêpes, abeilles, fourmis, termites). Traduit de l'anglais. In-12, 232 pages et 26 illustrations. Ed. Stock, Paris 1955 (Prix d'édition : 570 F) ..... 3,00 NF

Ajouter 10 % pour frais d'envoi. FRANCO DE PORT à partir de 20 NF  
Adresser commandes et fonds à **Ferdinand TEULE**  
1 bis, rue Eugène-Gibez, Paris (15<sup>e</sup>) - C.C.P. 6003-86, Paris

### LE SYNDICALISME LIBERTAIRE et LE "WELFARE STATE"

d'Evert Arvidsson

L'exemplaire : 2 NF  
Par colis de 10 : 15 NF

### L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS

par Roger Hagnauer

### EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

par Pierre Dichamp

Chaque exemplaire : 1 NF

Commandes à l'Union des Syndicalistes :  
R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. 7473-08 Paris

### LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

par Alfred Rosmer

Prix net : 30 NF

### LA CHINE

par Robert Louzon

Prix : 4 NF (franco)

Prix : 6 NF 90

### LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE

de Roger Hagnauer

Prix : 6 NF

Commandes à La Révolution prolétarienne  
C.C.P. 734-99 Paris